



Dossier spécial Space 2026

Pages 11 à 22

ENTRETIEN AVEC M. YOUSOUF CAMARA, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA MAISON DE L'AFRIQUE (LMDA)



“LA DIASPORA N'EST PAS UN COFFRE-FORT OUVERT À TOUTE DEMANDE.”

Pages 29-3-31

Entrepreneariat et habitat : Jeuf Youth et l'ASCAD fédèrent la diaspora SÉNÉGALAISE à Bologne



Page 6

De Ravenne à Crema, le Khalife de Bambilor à la rencontre de la diaspora sénégalaise en Italie

Page 8



Femmes de la diaspora : quatre parcours d'audace, de talent et de réussite

Pages 23-24-25-26



SOUTENEZ LE FESTIVAL *Tiebou Dieune*



DU **25** AU **30**
OCTOBRE 2026



SAINT LOUIS

Votre soutien contribue
à la valorisation de notre
culture et de nos traditions.

MONTANT MINIMUM DE SOUTIEN :

5000 F CFA

**Orange
Money**



+221 78 794 61 61

MINIMUM
5000 F CFA



wave

+221 78 794 61 61

MINIMUM
5000 F CFA

FAITES VOTRE DON VIA :



**VIREMENT
BANCAIRE**

IBAN

SN08 SN17 8010 0202
2111 1900 0850

MINIMUM
5000 F CFA

Ceebu Jën

MERCI POUR VOTRE GÉNÉROSITÉ !

Ensemble, faisons rayonner notre patrimoine.



Téléphone / WhatsApp
+221 78 794 61 61



contact@festivaltieboudieune.com



www.festivaltieboudieune.com

Directeur de la Publication

Malick SAKHO

Secrétaire de la Rédaction

Falilou THIANE

Rédacteur en chef

Ousmane THIANE

Correspondants

Aly SALEH, Fallou S ECK, (Sénégal),

Momar Dieng DIOP (Espagne),

Daouda THIAM (Mauritanie),

Assane SARR (Canada),

Magatte SIMAL, Moussa Cissé (Italie)

Sidy NDAO (France)

Régie publicitaire

+33 (0)7 51 56 33 83

+221 77 678 12 05

Service Marketing & Commercial

Cheikhou NDIAYE

Dépôt légal

Adresse : 14 Rue Henri Queffelec

35170 Bruz (France)

Contact rédaction :

+33 (0)6 01 23 13 87

Email : asso.diaspora2.0@gmail.com

Éditeur : Association

Impression : Paypernews



www.diasporaactu.net

Diasporaactu.net
L'actualité sénégalaise et internationale

Télécharger notre Application
Diaspora Actu



Ceux qui font vivre la diaspora, loin des projecteurs

Édito



Malick Sakho

Il y a des numéros qui se racontent tout seuls. Celui-ci en fait partie. En rassemblant les pages qui suivent, une évidence s'est imposée : d'un bout à l'autre de l'Europe, notre diaspora n'a cessé, ces dernières semaines, de tisser des liens plutôt que d'ériger des murs.

À Bergame, à Lodi, à Crema, le Khalife de Bambilor a parcouru l'Italie en artisan du dialogue, portant une parole de fraternité religieuse et d'intégration là où d'autres préfèrent le repli.

À Bologne, ce sont des jeunes entrepreneurs qui ont pris le relais, réunis autour d'un forum consacré à l'habitat et à l'investissement, convaincus qu'on ne construit un avenir qu'en misant sur le foncier, le logement et les projets concrets.

À Rennes, c'est tout un continent qui s'est invité au rendez-vous de l'élevage, preuve que l'agriculture africaine ne se pense plus seule, mais en dialogue permanent avec le reste du monde.

Et puis il y a les voix. Celle de Saran Cissoko, qui rappelle avec une lucidité rare que la gloire artistique n'a jamais mis personne à l'abri de la précarité, et qui a fait de cette injustice un combat pour toute une profession. Celle de Khadija Dieng, pianiste et fille de musicien, qui prouve qu'un héritage familial peut devenir un projet collectif, ouvert aux enfants comme aux femmes trop souvent reléguées en coulisses. Deux histoires, deux générations, un même refus de se taire.

On pourrait croire que ces sujets n'ont rien en commun. Un forum économique, une tournée religieuse, un salon agricole, un combat pour les droits d'auteur, un parcours de musicienne.

Et pourtant, si l'on prend un peu de recul, un motif se dessine. Celui d'une diaspora qui refuse d'être spectatrice de son destin.

Qui investit son argent, sa voix, son talent et son temps là où elle vit, sans jamais couper le fil qui la relie à sa terre d'origine.

C'est peut-être cela, au fond, la vraie richesse de nos communautés à l'étranger. Non pas la nostalgie d'un pays quitté, mais l'énergie tranquille de ceux qui, chaque jour, prouvent qu'on peut appartenir à deux mondes à la fois, et les faire dialoguer plutôt que les opposer. Ce numéro leur est dédié, à ceux qui bâtissent sans faire de bruit, et qui méritent, eux aussi, d'être entendus.

Bonne lecture !

ORGANISATEURS D'ÉVÉNEMENTS, FAITES RAYONNER VOS PROJETS !

Diaspora 2.0 vous accompagne pour donner à votre événement la visibilité qu'il mérite.

NOS PRESTATIONS

- Couverture photo et vidéo professionnelle
- Promotion sur nos plateformes numériques et réseaux sociaux
- Interviews des organisateurs et invités
- Création de contenus de communication
- Reportages et articles sur diasporaactu.net
- Valorisation de vos partenaires et sponsors

NOS PLATEFORMES MÉDIAS



DIASPORA 2.0

L'INFO AU RYTHME DE LA DIASPORA



FAITES CONNAÎTRE VOTRE ÉVÉNEMENT
AVANT, PENDANT ET APRÈS !



Une équipe passionnée et professionnelle



Une visibilité maximale pour vos événements



Un réseau engagé en France, en Afrique et dans le monde



Un impact durable pour vos projets

CONTACTEZ-NOUS
DÈS MAINTENANT !



TÉL / WHATSAPP
+33 7 51 56 33 83



E-MAIL
asso.diaspora2.0@gmail.com



SITE WEB
diasporaactu.net

DIASPORA 2.0 - VOTRE PARTENAIRE COMMUNICATION POUR TOUS VOS ÉVÉNEMENTS.

Les rendez-vous à ne pas manquer !

Du 9 au 11 octobre 2026 à la Salle de la Manufacture – Nantes

Festival des Littératures Africaines à Nantes

La littérature africaine sera à l'honneur à Nantes à l'occasion de la 11^e édition du Festival des Littératures Africaines. Pendant trois jours, le public est invité à voyager à travers la richesse et la diversité des littératures du continent africain.

Un rendez-vous culturel consacré aux livres, aux auteurs, aux échanges et à la découverte des multiples voix qui font vivre les littératures africaines.

Trois jours pour voyager à travers les littératures africaines !

13 et 14 octobre 2026, à la Cité de la Culture de Tunis

BIGTECH Africa 2026

Les 13 et 14 octobre 2026, la Cité de la Culture de Tunis accueillera la 3^e édition de BIGTECH Africa, grand rendez-vous panafricain consacré à la technologie, l'intelligence artificielle, l'investissement et la transformation numérique.

BIGTECH AFRICA +1

Plus de 4 000 participants, 100 intervenants et de nombreux investisseurs, entrepreneurs et décideurs sont attendus pour deux jours de rencontres, de conférences et d'opportunités d'affaires.

L'Afrique innove, entreprend et se connecte : rendez-vous à BIGTECH : Le grand rendez-vous de la tech africaine !

Festival Bideew - conférence en ligne

Pour les 70 ans de la Fédération Française des Clubs UNESCO, l'association TIMILIN lance une invitation aux internautes en partenariat avec le festival Bideew qui se déroulera du 22 au 25 octobre à Ngaparou et Tene Toubab. Mané Touré, productrice culturelle à Dakar, a été accueillie en Bretagne en 2023 en amont de la création de ces rencontres associant chercheurs, artistes, habitants.

Le webinaire « Nouveaux récits du monde » ouvrira la 4^e édition de Bideew le mercredi 21 octobre de 18h30 à 20h30. Rendez-vous gratuit, ouvert à tous, il vise particulièrement les jeunes, l'engagement citoyen et la coopération sous toutes ses formes. Les échanges en ligne seront introduits par Ardiouma Sirima, président de la Fédération Française des Clubs UNESCO.

Atman Bouba et Gérard Zinzindohoué, Bénin, interviendront sur le patrimoine africain, support de thèses qu'ils iront approfondir au Canada pour l'un, en Irlande pour l'autre. Elisabeth Grâce Brya, Tchad, et Ibrahim Yacouba, Niger, apporteront des éclairages sur leurs projets de recherche liés aux zones en tension.

Joël Senam, Togo, présentera l'utilité d'une plate-forme numérique au service des Industries Culturelles et Créatives, Culture On The Moove, l'accès au financement et à la mobilité étant le premier frein à la création.

Le webinaire se terminera par un focus sur le thème du festival Bideew. Jeune architecte espagnole, Lucia Alcàntera Reina est la coordinatrice de l'ONG Terrachidia. Elle analysera l'impact pour les populations locales des projets de réhabilitation de la construction en terre crue à travers la sauvegarde du patrimoine bâti, naturel et culturel, développés par Terrachidia au Maroc et en Mauritanie.

Pour tout complément d'info, contacter Timilin

kontakt.timilin@mailo.com - Tél. 06 79 09 20 03

MASTERCLASS

LES CLÉS POUR PASSER À L'ACTION ET RÉUSSIR SON BUSINESS DANS L'AGRICULTURE

10 OCTOBRE 2026

PARIS 9h

Souleymane AGNE
CEO FRAISEN & Formateur
Expert en Agrobusiness

DINER D'AFFAIRE
Madame Brasserie
1^{er} Étage de la Tour Eiffel

+ 33 6 05 79 20 92

Scannez moi !

DIASPORA, CICAD, FRAISEN, KOF, Adepme



samedi 3 octobre 2026 à Trooz

Arômes et Saveurs d'Afrique

Rendez-vous solidaire à Trooz !

Le samedi 3 octobre 2026, retrouvons-nous à Trooz, en Belgique, pour une grande soirée caritative en soutien aux femmes rurales du Sénégal.

Au programme : danse, percussions, repas sénégalais et ambiance DJ.

Rue Large 278, 4870 Trooz

À partir de 18h30

Entrée : 30 € – Enfants dès 8 ans : 10 €

Réservation : +32 466 43 66 67

Solidarité, culture et partage au rendez-vous

dimanche 18 octobre 2026 à 12h, à la Salle de l'Entre 2 Rives.

Cuisines du monde

Un beau moment de partage et de convivialité autour des saveurs d'ici et d'ailleurs ! Rendez-vous dimanche 18 octobre 2026 à 12h, à la Salle de l'Entre 2 Rives.

Chacun est invité à venir avec un plat salé ou sucré, ou une boisson de son pays ou de sa région d'origine, à partager dans la joie et la bonne humeur. L'événement est ouvert à tous, adhérents comme non-adhérents.

Inscriptions : Annick – 06 77 65 96 29 / Dienaba – 06 86 07 68 91

Réservation avant le mercredi 14 octobre 2026.

Un rendez-vous gourmand, culturel et chaleureux à ne pas manquer !



Ouvert à tous !
Adhérent ou non-adhérent du SEL

Venez avec un plat salé ou sucré, boisson de votre pays ou région d'origine, que nous partagerons dans la joie et la bonne humeur.

Dimanche 18 octobre 2026
12h00 – Salle de l'Entre 2 Rives



Inscriptions : Annick – 06 77 65 96 29
Dienaba – 06 86 07 68 91

ACTUS DIASPORA

- 6** **6** Entrepreneuriat et habitat : Jeuf Youth et l'ASCAD fédèrent la diaspora sénégalaise à Bologne
- 7** Rennes : les forces africaines à l'heure du rassemblement
- 8** De Ravenne à Crema, le Khalife de Bambilor à la rencontre de la diaspora sénégalaise en Italie



DOSSIER

11 Quarante ans d'élevage sous le signe de l'eau

- 12** L'Afrique en force à Rennes : dix pays au rendez-vous du SPACE 2026
- 20** Félix Leke, un technicien camerounais dans les allées du SPACE
- 21** Docteur Ndèye Khady Fall, en immersion au cœur de l'élevage de demain



FIGURES DE LA DIASPORA

23 Des femmes de la diaspora : quatre parcours d'audace, de talent et de réussite



IN MEMORIUM

28 Aly Baba Faye et Tamsir Ousmane Ba : deux baobabs sont tombés



ENTRETIEN

29 M. Youssouf Camara, directeur général de La Maison de l'Afrique : "La diaspora n'est pas un coffre-fort ouvert à toute demande."



ABONNEMENT / SOUTIEN

☐ M ☐ Mlle ☐ Mme ☐ Société

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal :

Ville : _____

Téléphone : _____

Email : _____

Je souhaite

- ☐ Recevoir le journal en version numérique
- ☐ Recevoir le journal en version papier
- ☐ Ne pas recevoir le journal



SOUTENEZ-NOUS

RIB

ASSOCIATION DIASPORA 2.0

FR76 1360 6000 5646
3504 2802 011



Bulletin accompagné de votre règlement à :
14, rue Henri Queffelec - 35170 Bruz - France
ou email : asso.diaspora2.0@gmail.com

Ensemble, connectons les talents de la diaspora et construisons l'avenir

ENTREPRENARIAT ET HABITAT : JEUF YOUTH ET L'ASCAD FÉDÈRENT LA DIASPORA SÉNÉGALAISE À BOLOGNE

Bologne a vibré, ce week-end, au rythme d'un rendez-vous devenu incontournable pour la diaspora sénégalaise d'Italie. Portée par l'association Jeuf Youth, en collaboration avec l'ASCAD (Association Cheikh Anta Diop), la deuxième édition du Forum de l'Entrepreneuriat et de l'Habitat s'est tenue dans la salle d'Anzolla d'ell Emila, réunissant autorités locales, représentants consulaires, entrepreneurs et membres de la diaspora autour d'un objectif commun, celui de bâtir des ponts concrets entre l'Italie et le Sénégal.



L'an dernier, la première édition avait posé les bases d'un rendez-vous ambitieux, celui de faire de l'entrepreneuriat et de l'habitat des leviers d'émancipation pour les Sénégalais établis en Italie. Ce qui n'était alors qu'une initiative naissante s'est transformé, cette année, en un forum structuré, pensé comme un espace de dialogue, d'information et d'opportunités pour une diaspora de plus en plus dé-

sireuse d'investir chez elle tout en consolidant son ancrage à l'étranger. La présence d'Ana Lisa Bonni, adjointe à la maire de Bologne, aux côtés des Honorables Momath Talla Ndao, Amadou Woury Diallo et Awa Dione, a donné à cette édition une résonance institutionnelle forte. Le corps consulaire n'était pas en reste, avec la vice consule générale adjointe de Milan, Sophie Diatta Ndiaye, et le vice consul de Naples, Yaba Cissé, venus témoigner de l'attention portée par les représentations diplomatiques aux dynamiques entrepreneuriales de la diaspora. Aux côtés

de l'ASCAD, partenaire de l'événement, l'association des Sénégalais de Parma a également répondu présente, preuve que cette mobilisation dépasse les frontières d'une seule ville.

Le passage de l'idée au projet entrepreneurial

Le forum s'est appuyé sur des partenaires engagés, à l'image de Sn HLM, Keur Yaye Fatou Immo, Ouf Service, Fayeen Construction, Tvision, Global Cargo et Diaspora, dont le soutien a permis de donner corps à des échanges riches et variés. Cinq panels ont rythmé

la journée, abordant tour à tour les raisons d'investir au Sénégal, le passage de l'idée au projet entrepreneurial, les enjeux de l'agriculture et de la transformation agro-industrielle, les questions foncières et immobilières avec un éclairage sur les procédures d'acquisition de terrains et de logements, et enfin l'accès à l'habitat à travers les modèles de financement disponibles pour la diaspora.

La maturité d'une diaspora

Ce qui frappe, au sortir de cette journée, c'est la maturité d'une diaspora qui ne se contente plus d'envoyer des fonds mais qui cherche désormais à comprendre, à structurer et à sécuriser ses projets. Les échanges entre porteurs de projets et professionnels de l'immobilier, de l'agriculture ou du financement ont permis de lever bien des incertitudes qui freinent souvent le passage à l'acte. Pour beaucoup de participants, ce forum a été l'occasion de repartir avec des réponses concrètes, des contacts utiles et surtout la conviction qu'investir au pays n'est plus un rêve lointain mais un projet réalisable.

Des initiatives comme celle-ci méritent d'être saluées et surtout accompagnées. Elles incarnent une diaspora qui refuse l'immobilisme et qui prend son destin en main, mais elles ne pourront pleinement porter leurs fruits que si les autorités, tant sénégalaises qu'italiennes, leur accordent l'attention et le soutien qu'elles méritent.

Faciliter l'accès à l'information, simplifier les démarches administratives et foncières, encourager les partenariats entre institutions et associations de la diaspora, voilà autant de chantiers qui permettraient de transformer chaque édition de ce forum en un véritable tremplin pour l'investissement et le développement du Sénégal.

En attendant, Jeuf Youth et l'ASCAD peuvent se targuer d'avoir, une fois de plus, tenu leur pari, celui de rassembler, d'informer et surtout de donner à la diaspora sénégalaise de d'Italie les clés pour bâtir, chez elle, un avenir à sa mesure.

Malick sakho

FORUM SANDAGA MONTRÉAL 2026 : La diaspora au cœur des opportunités

Les 5 et 6 septembre 2026, Montréal a accueilli le Forum Sandaga, un rendez-vous dédié à l'entrepreneuriat, aux échanges et à la mise en valeur des initiatives portées notamment par les acteurs de la diaspora.

Pendant deux jours, entrepreneurs, exposants, professionnels et visiteurs se sont retrouvés autour d'un programme mêlant expositions, panels, démonstrations et réseautage. L'objectif : favoriser les rencontres, valoriser les savoir-faire et créer de nouvelles opportunités entre le Canada, le Sénégal et les acteurs de la diaspora.

Une vitrine pour l'entrepreneuriat

Le Forum Sandaga Montréal s'est voulu avant tout un espace de visibilité et de connexion. Les entrepreneurs présents ont pu présenter leurs produits, leurs services et leurs projets, tout en échan-

geant avec de potentiels partenaires et clients.

La participation d'acteurs proposant notamment des produits issus des terroirs sénégalais illustre également la volonté de faire découvrir le savoir-faire africain au marché canadien et de renforcer les passerelles commerciales entre les deux territoires.

La diaspora, un pont économique

Au-delà de l'exposition, le Forum a rappelé le rôle que peut jouer la diaspora dans le développement des relations économiques entre l'Afrique et l'Amérique du Nord. Grâce à ses compétences, ses réseaux et sa connaissance des différents marchés, elle constitue un véritable trait d'union entre les territoires.

À travers les rencontres et les échanges professionnels, Sandaga Montréal parti-



cipe ainsi à une dynamique plus large : transformer les réseaux de la diaspora en opportunités concrètes de collaboration, d'investissement et de développement.

Le défi, après le Forum, sera désormais de prolonger les contacts établis et de faire naître des partenariats durables.

Falilou Thiane

RENNES : LES FORCES AFRICAINES À L'HEURE DU RASSEMBLEMENT

Et si la question n'était plus seulement de savoir comment mieux se connaître, mais ce que les acteurs de la diaspora africaine à Rennes pourraient réellement construire ensemble ? Réunis le 19 septembre 2026 à l'initiative de l'ORDAE et de Kemetki, plusieurs responsables associatifs et acteurs de la présence africaine à Rennes ont confronté leurs expériences, leurs difficultés et leurs attentes.



Une rencontre qui, au-delà des constats, a posé une question de fond : « Y a-t-il une diaspora africaine ou des diasporas africaines ? »

Derrière cette interrogation se dessine un enjeu plus large : comment faire collectif sans effacer les histoires, les nationalités, les générations et les identités qui composent la présence africaine à Rennes ?

Des réalités différentes, des préoccupations communes

Au fil des échanges, plusieurs difficultés sont apparues avec une certaine convergence : la mobilisation parfois difficile autour des activités associatives, le besoin de mieux valoriser les compétences et les initiatives, les enjeux liés à l'entrepreneuriat, mais aussi les conditions d'accueil et d'accompagnement des étudiants africains.

Stages, financement, orientation, encadrement : autant de sujets qui dépassent les capacités d'une seule structure et qui invitent à réfléchir à des formes de coopération.

La question des nouveaux arrivants a également occupé une place particulière.

Car accompagner un migrant ne devrait pas signifier le réduire à son parcours, à ses difficultés administratives ou à ses besoins sociaux. Il est aussi, dès son arrivée, un membre à part entière de la diaspora africaine.

Cette reconnaissance interroge autant le regard des institutions que celui de la diaspora elle-même. Le nouvel arrivant n'est pas seulement un bénéficiaire potentiel de dispositifs d'accompagnement. Il peut également être porteur de compétences, d'expériences, de réseaux et d'initiatives.

Autrement dit, l'enjeu est aussi de lui permettre de passer de la position de personne accueillie à celle d'acteur du

collectif.

Faire diaspora : au-delà des associations

La rencontre a également fait apparaître une autre question : comment passer d'une juxtaposition d'initiatives à une capacité collective d'action ?

Il ne s'agit pas nécessairement de créer une structure qui viendrait se substituer aux organisations existantes. Chacune conserve son histoire, ses objectifs et son autonomie.

L'enjeu serait plutôt d'identifier les sujets sur lesquels la coopération peut produire davantage que l'action isolée : partager certaines compétences, mieux faire circuler l'information, créer des passerelles, accompagner des projets ou encore donner davantage de visibilité aux initiatives existantes.

Cette réflexion renvoie aussi à une notion de responsabilité.

La structuration d'une diaspora ne peut pas reposer uniquement sur les institutions, les collectivités ou quelques responsables associatifs. Elle suppose également que les membres de cette diaspora puissent prendre leur part dans ce qu'ils souhaitent construire.

Et quelle place pour l'Afrique ?

Une autre dimension mérite d'être posée : comment intégrer davantage l'Afrique elle-même dans la réflexion sur la diaspora africaine ?

Être une diaspora ne signifie pas seulement vivre en Europe tout en conservant un lien affectif avec un pays d'origine. La question est aussi celle des relations avec les sociétés africaines, les institutions, les entrepreneurs, les étudiants, les acteurs culturels et les dynamiques du continent.

À Rennes, cela pourrait conduire à réfléchir à une diaspora capable de créer davantage de passerelles entre le territoire d'accueil et l'Afrique : échanges de compétences, initiatives économiques, projets culturels, circulation des savoirs ou encore coopération entre ac-

teurs.

La diaspora pourrait ainsi être pensée non seulement comme une population installée hors du continent, mais comme un espace de liens entre l'Afrique et les territoires où elle vit.

Une Maison de la diaspora en perspective

Parmi les perspectives évoquées figure également l'idée d'une Maison de la diaspora africaine à Rennes.

Le projet reste à construire : ses missions, son fonctionnement, sa gouvernance et ses moyens restent à définir.

Mais l'idée traduit une aspiration : disposer, à terme, d'un espace capable de favoriser la rencontre, la coopération, la transmission et la mise en relation des différents acteurs de la diaspora africaine.

L'objectif n'est pas nécessairement de réunir tout le monde sous une même bannière, mais de créer les conditions permettant à des organisations différentes de travailler ensemble

lorsqu'elles identifient un intérêt commun.

Penser ensemble, mais aussi se retrouver

La dynamique du 19 septembre ne s'est d'ailleurs pas limitée au temps de réflexion.

La rencontre de l'après-midi s'inscrivait dans une journée plus large, avec, le soir, une soirée organisée par Kemetki, offrant un autre cadre de rencontre, de convivialité et de célébration.

Une complémentarité qui n'est peut-être pas anodine : une dynamique collective ne se construit pas uniquement autour de réunions et de projets. Elle se construit aussi dans les moments où l'on se rencontre, où l'on échange autrement et où l'on crée des liens.

Du constat à l'action

Le prochain rendez-vous est désormais fixé au 14 novembre 2026.

Après avoir partagé les constats, les participants souhaitent poursuivre la réflexion autour d'une question volontairement concrète :

« Que pouvons-nous faire ensemble que nous ne pouvons pas faire séparément ? »

La question marque une nouvelle étape. Il ne s'agit plus seulement de constater les difficultés rencontrées par les acteurs africains de Rennes, mais d'identifier les domaines dans lesquels une action collective pourrait réellement apporter une valeur ajoutée.

Le 19 septembre n'a donc pas apporté toutes les réponses. Il a peut-être fait quelque chose de plus simple, et de plus essentiel : ouvrir un espace où des acteurs différents acceptent de se parler, de s'écouter et de chercher ce qu'ils pourraient construire en commun.

À Rennes, la question n'est peut-être déjà plus seulement de savoir s'il existe une ou plusieurs diasporas africaines.

Elle est désormais de savoir ce que ces différentes composantes peuvent faire ensemble.

Falilou Thiane

Le Sénégal à l'honneur !

L'avocate sénégalaise Léna Elisabeth Mendy, obtient avec mention la prestigieuse certification en arbitrage OHADA de l'École Régionale Supérieure de la Magistrature (ERSUMA).

L'avocate sénégalaise Léna Elisabeth Mendy, inscrite au Barreau de Luxembourg, a obtenu avec mention le Certificat en Arbitrage OHADA délivré par l'École Régionale Supérieure de la Magistrature (ERSUMA), l'institution de formation de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA). Représentante du Sénégal au sein de sa promotion, elle a suivi cette formation de haut niveau aux côtés d'avocats, de magistrats, d'enseignants-chercheurs, de doctorants et d'autres professionnels du droit venus de plusieurs États membres de l'OHADA.

Cette formation intensive portait sur les fondamentaux et les aspects pratiques de l'arbitrage OHADA, notamment la rédaction des conventions d'arbitrage, la conduite des procédures arbitrales, les techniques de rédaction des sentences, leur exécution, ainsi que les mécanismes de règlement des litiges commerciaux. Elle s'est conclue par une soutenance de rapport et des exercices pratiques de plaidoirie devant un jury composé de spécialistes reconnus de l'arbitrage.

L'obtention de cette certification avec mention témoigne de l'engagement de Maître Léna Elisabeth Mendy en faveur de l'excellence juridique et renforce son expertise en matière de règlement alternatif des différends. Cette distinction constitue une étape importante dans son parcours professionnel et illustre sa volonté de contribuer au rayonnement du droit des affaires et de l'arbitrage au Sénégal, dans l'espace OHADA et sur la scène internationale.

DE RAVENNE À CREMA, LE KHALIFE DE BAMBILOR À LA RENCONTRE DE LA DIASPORA SÉNÉGALAISE EN ITALIE



De Ravenne à Crema, le Khalife de Bambilor à la rencontre de la diaspora sénégalaise en Italie

De Ravenne à Milan, en passant par Lodi, Bergame, Verdello, Verdelino, Vicence et Crema, Thierno Amadou Ba a effectué une tournée italienne placée sous le signe du dialogue interreligieux, de la solidarité et du rapprochement entre les communautés. Huit étapes au cours desquelles le guide religieux sénégalais a multiplié les rencontres avec les fidèles, les responsables associatifs et les autorités locales.

La tournée italienne de Thierno Amadou Ba, Khalife de Bambilor, aura été marquée par une succession de rencontres et de temps forts au sein de la diaspora sénégalaise. De Ravenne à Crema, en passant par Milan, Lodi, Bergame, Verdello, Verdelino et Vicence, le guide religieux est allé à la rencontre des Sénégalais établis en Italie, dans un parcours où la spiritualité a occupé une place centrale, sans être détachée des réalités sociales et des préoccupations quotidiennes des communautés.

Pour cette dix-huitième édition de sa tournée européenne, le Khalife a porté un message consacré au dialogue entre les religions, à la solidarité et à la nécessité de préserver les liens entre les peuples. Dans les différentes villes traversées, ces déplacements ont aussi été l'occasion pour les fidèles de se retrouver autour d'une figure spirituelle, de partager des moments de communion et d'échanger sur les difficultés et les attentes de la communauté sénégalaise.

Le 9 septembre, à Lodi, la tournée a pris une dimension institutionnelle avec l'accueil du Khalife à la mairie, en présence du maire et du président du Conseil municipal. À l'initiative de Marco Barreto, cette rencontre a permis d'aborder la diplomatie religieuse et interreligieuse comme un moyen de favoriser l'intégration et de renforcer les relations entre les communautés. La présence des responsables municipaux a donné à cette étape une portée particulière, en ouvrant un espace de dialogue entre une autorité religieuse sénégalaise et les institutions locales italiennes.

À Lodi, la question du vivre-ensemble a ainsi été abordée au-delà des appartenances religieuses. Dans un pays où les parcours migratoires contribuent à diversifier les territoires, les échanges entre responsables locaux et représentants des communautés peuvent participer à une meilleure compréhension des réalités culturelles et sociales. Pour le Khalife, le dialogue doit permettre de rapprocher les personnes et de faire de la diversité une occasion de rencontre plutôt qu'un motif de séparation.

Quelques jours plus tard, Bergame a ac-

cueilli l'un des principaux rendez-vous de cette tournée. Du 11 au 13 septembre, l'ONG Tringa, présidée par Awa Thiam, y a organisé un forum consacré à l'économie sociale et solidaire, dont Thierno Amadou Ba était le parrain. Son intervention, intitulée « L'économie sociale et solidaire : construire une prospérité partagée », a permis d'élargir les échanges aux questions de développement, de solidarité et de responsabilité collective.

Le Khalife a notamment insisté sur les valeurs spirituelles et les traditions africaines comme sources d'inspiration pour construire des formes de solidarité qui ne se limitent pas à l'assistance. La place des femmes, les perspectives offertes à la jeunesse et les possibilités liées au numérique ont également été évoquées dans sa réflexion sur les modèles de développement à venir. Une manière de rappeler que les préoccupations économiques et sociales ne sont pas étrangères à la vie spirituelle, dès lors qu'elles concernent la dignité humaine et l'amélioration des conditions de vie.

Le forum a réuni plusieurs personnalités sénégalaises, parmi lesquelles la ministre Maïmouna Dièye, la députée Awa Dione, Aminata Samb, représentante du FODEM, ainsi que des représentants de la SN HLM et du FONGIP. Des acteurs italiens et internationaux, dont Caritas Bergame, la Croix-Rouge, représentée par Enzo Kenzi, et l'association marocaine Pangea, ont également pris part aux échanges. Cette diversité de participants a permis de donner au rendez-vous une dimension qui dépassait les seules préoccupations de la communauté sénégalaise.

Le 13 septembre, à l'occasion de la clôture du forum, Bergame a également été le théâtre d'un grand rassemblement de la communauté sénégalaise d'Italie. La ministre Maïmouna Dièye y a retrouvé les vice-consuls du Sénégal à Milan et à Naples, la députée Awa Dione et plusieurs responsables associatifs, dont Cheikh Tidiane Seck, président de l'ASSOSB. La rencontre a réuni des représentants de différentes institutions autour du Khalife, dans un moment où les liens entre la diaspora, les autorités sénégalaises et les responsables communautaires occupaient une place importante.

Pour les Sénégalais établis en Italie, ces rassemblements sont souvent bien davantage que des rendez-vous religieux. Ils constituent des moments de retrouvailles, d'entraide et de transmission, particulièrement importants pour des familles installées loin de leur pays d'origine. Les associations et les dahiras y jouent un rôle essentiel. Elles accompagnent les fidèles, entretiennent les solidarités et contribuent à préserver les liens culturels et spirituels, tout en participant à la vie locale.

Les étapes de Ravenne, Milan, Verdello,

Verdelino et Vicence ont également inscrit cette tournée dans une géographie plus large de la présence sénégalaise en Italie. Elles témoignent de l'importance accordée aux rencontres de proximité et à la présence du Khalife auprès des communautés. Si les comptes rendus disponibles ne permettent pas de détailler précisément les programmes et les personnalités rencontrées dans chacune de ces villes, leur inscription dans l'itinéraire souligne l'étendue du déplacement et la volonté de ne pas limiter les échanges aux seuls grands rassemblements.

Le 20 septembre, à Crema, la tournée a pris une tonalité particulièrement tournée vers les questions migratoires et le dialogue entre les religions. À l'invitation de l'ONG R.I.E.P.P., présidée par Abdou Sylla, Thierno Amadou Ba a participé à une rencontre consacrée à l'immigration, à l'intégration et au vivre-ensemble. La présence de Monseigneur Daniele Gianotti, évêque de Crema, de représentants du diocèse et de la communauté islamique locale a donné à cette rencontre une dimension interreligieuse forte.

Les échanges ont notamment porté sur la place des migrants dans la société italienne et sur les conditions nécessaires à une intégration respectueuse des personnes et de leurs convictions. Derrière les débats sur l'immigration, il y a des parcours individuels, des familles, des travailleurs et des jeunes qui cherchent leur place dans un environnement parfois éloigné de leurs repères. C'est cette réalité humaine que le Khalife a souhaité remettre au centre de son intervention.

En s'appuyant notamment sur les enseignements du Coran relatifs à la connaissance mutuelle des peuples, il a appelé à dépasser les incompréhensions et à privilégier la rencontre. Le dialogue interreligieux, dans cette perspective, ne signifie pas effacer les différences, mais apprendre à vivre avec elles dans le respect de chacun. La coexistence entre musulmans et chrétiens au Sénégal a également constitué un point de référence dans les échanges, comme une expérience qui rappelle l'importance des relations entretenues entre les communautés.

À Crema, la rencontre a aussi permis de mettre en lumière le travail des associations engagées auprès des populations immigrées. Leur rôle est souvent déterminant pour faciliter les échanges, accompagner les personnes et créer des espaces où les différentes communautés peuvent se retrouver. La convivialité qui a prolongé les discussions a donné une dimension concrète à ce message, en faisant de la rencontre elle-même un exercice de dialogue.

Cette tournée italienne s'inscrit dans le prolongement de l'engagement international du Khalife de Bambilor en faveur du dialogue interreligieux. Son



parcours en 2026 a notamment été marqué, selon les informations communiquées à l'occasion de ses activités, par la signature en mars d'un mémorandum avec le Dicastère pour le Dialogue interreligieux au Vatican et par une distinction reçue à Paris en avril, où il a été présenté comme Ambassadeur de la paix. Ces initiatives donnent un éclairage sur la place que la diplomatie religieuse occupe dans son action.

Mais au-delà des rencontres officielles et des discours, l'intérêt de cette tournée se trouve aussi dans les échanges avec les fidèles et les responsables de terrain. Pour une communauté installée dans plusieurs villes et confrontée à des réalités parfois différentes, la présence d'un guide religieux peut constituer un moment de rassemblement et de réflexion. Elle rappelle également le rôle que peuvent jouer les responsables spirituels dans la médiation, l'accompagnement des familles et la préservation des liens communautaires.

De Ravenne à Crema, les huit étapes de Thierno Amadou Ba auront ainsi donné une visibilité à des préoccupations qui dépassent le seul cadre religieux. La solidarité, l'intégration, le développement et la transmission sont autant de sujets qui concernent directement la vie des Sénégalais établis en Italie. La tournée aura permis de les inscrire dans des espaces de discussion où se sont côtoyés des responsables religieux, des institutions, des associations et des membres de la diaspora.

Reste désormais la question de la continuité. Car si les rencontres permettent de rapprocher les personnes et de faire circuler les idées, leur portée dépend aussi de ce qui se construit après les rassemblements. Les liens noués avec les institutions locales, les initiatives associatives et les échanges entre communautés constituent autant de possibilités pour donner une suite concrète aux messages portés durant cette tournée.

Au fil de ces huit villes, le Khalife de Bambilor a défendu une conviction : la religion peut être un espace de rapprochement lorsqu'elle encourage le respect, l'écoute et la solidarité. Pour la diaspora sénégalaise, cette démarche rejoint une aspiration profonde : vivre pleinement dans le pays d'accueil sans rompre avec ses racines, transmettre ses valeurs aux générations suivantes et continuer à entretenir des relations fécondes avec le Sénégal.

Malick Sakho

LA CCISE OFFICIELLEMENT LANCÉE À BRUXELLES : UNE NOUVELLE PASSERELLE ÉCONOMIQUE ENTRE LE SÉNÉGAL ET L'EUROPE



La Chambre de Commerce et d'Investissement Sénégal-Europe (CCISE) a officiellement lancé ses activités à Bruxelles, à l'issue de deux journées consacrées au renforcement des relations économiques, commerciales et d'investissement entre le Sénégal et l'Europe.

La cérémonie officielle de lancement, organisée le 17 septembre 2026, a réuni des représentants des autorités sénégalaises, belges et européennes, des institutions économiques, des chefs d'entreprise, des investisseurs, des partenaires internationaux ainsi que des acteurs de la diaspora. Après l'allocution de bienvenue de M. Dame Diouf, président de la CCISE, plusieurs personnalités ont pris la parole, notamment M. Jean Van Wetter, directeur général d'Enabel, Son Excellence Mame Baba Cissé, ambassadeur du Sénégal en Belgique, au Luxembourg et auprès de l'Union européenne, ainsi que M. Ivan Korsak, conseiller économique et commercial de l'Ambassade de Belgique au Sénégal. Le président du Parlement bruxellois, M. Bertin Mampaka Mankamba, a également participé à cette séquence institutionnelle, aux côtés du Pr El Hadj Mounirou Ndiaye, ministre-conseiller spécial du Président de la République du Sénégal, et de Mme Yacine Gning Diakhaté, Directrice de cabinet du ministre de l'Industrie et du Commerce et M. El-hadj Moussa Diallo, Député Sénateur du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Présenter une nouvelle plateforme au service des entreprises

La cérémonie a également permis de présenter la vision stratégique et économique de la CCISE ainsi que son dispositif opérationnel. Hortence Samb, vice-présidente de la CCISE, a présenté la vision stratégique et économique de la Chambre, tandis qu'Isabelle Damoisiaux-Delnoy, directrice exécutive, a exposé les services proposés aux membres et les prochaines actions de l'organisation. La CCISE ambitionne notamment

de faciliter les investissements européens au Sénégal, de contribuer au développement des exportations sénégalaises, d'accompagner les entreprises et de promouvoir l'offre sénégalaise auprès des marchés européens.

Un grand échange sur les perspectives d'affaires

L'un des temps forts de la soirée a été le « Grand échange Sénégal-Europe : nouvelles perspectives d'affaires et d'investissement », consacré aux conditions permettant d'accélérer les investissements, les partenariats économiques et le développement des entreprises entre le Sénégal et l'Union européenne. Animé par Jamil Thiam, directeur de la communication et des relations extérieures de la CCISE, et Philippe Lawson, rédacteur en chef et fondateur de L-Post, ce débat a réuni plusieurs acteurs issus des milieux institutionnels, économiques et de l'expertise internationale. Parmi les intervenants figuraient notamment Moustapha Ka, représentant du président de la Chambre de commerce de Dakar, Béatrice Delfin Diaz, commissaire européenne pour les Relations européennes, Dr Maguette Wade, président du Conseil d'administration de la SONAGED-SA et maire de Mékhé, Arturo Biglia, expert en mobilité entrepreneuriale et engagement des diasporas à Enabel, Béatrice Allié de Wallonie Entreprendre et Cissé Kane Ndao, directeur du développement économique et de l'attractivité de la CCISE. Avec un protocole fluide assuré par Mamadou Ka Petit, M. Abdoulaye Fofana Seck, vice président de la CCISE a prononcé la clôture des travaux.

Du lancement institutionnel à l'action économique

Le lancement de la CCISE ne s'est pas limité à une cérémonie institutionnelle. Le lendemain, 18 septembre, la Chambre a organisé le Sénégal-Europe Business & Investment Day, une journée dédiée aux affaires, à l'investissement et au développement de partenariats économiques. Entreprises, investisseurs, institutions, acteurs financiers, acheteurs, distributeurs et porteurs de projets ont été invités à échanger autour d'opportunités concrètes de collaboration. Au programme : tables rondes, présentation d'opportunités, business & investment pitches et rencontres

B2B/B2G, avec l'ambition de transformer les mises en relation en opportunités d'affaires et de partenariats. Trois grandes tables rondes ont notamment porté sur la facilitation des investissements et du financement des projets, l'exportation et l'industrialisation ainsi que les secteurs stratégiques et les nouvelles opportunités d'affaires avec pour objet de favoriser l'émergence de partenariats, de financements et de projets d'investissement concrets entre le Sénégal et l'Europe.

La diaspora au cœur de la dynamique

La mobilisation de la diaspora sénégalaise constitue également l'un des axes de la démarche de la CCISE. La Chambre souhaite renforcer son implication dans l'investissement et l'entrepreneuriat au Sénégal et favoriser la mise en relation entre les entrepreneurs de la diaspora, les entreprises et les partenaires économiques européens. Cette orientation s'inscrit dans l'objectif affiché par la CCISE de constituer, au-delà du lancement de Bruxelles, un réseau durable d'acteurs économiques et institutionnels. Cérémonie de lancement réussie de la Chambre de Commerce et d'Investissement Sénégal-Europe en Belgique : les entrepreneurs de la diaspora sénégalaise ont animé un panel de haut niveau avec pour thème : « de l'intention à l'investissement » en présence de M. Ivan Korsak, Délégué Général – Délégation Economique Commerciale à l'Ambassade de Belgique à Dakar : monsieur Alpha Diallo, Africaid, Mme Fatou Dia Ceo Auguste IMS, Mme Ndéye Ngoye Thiam CEO Nesnesi, M. Moussa Faye, CEO Moussa's Bissap, Mme Aida Diallo, CEO I C.C.AFRIC (Comptoir des chargeurs Africains) avec le soutien l'Honorable Député de la diaspora Samba Diouf, de la circons-

cription de l'Europe du Nord, de l'Ouest et du Centre (ENOC) .

Une ambition appelée à s'inscrire dans la durée

Avec son lancement officiel à Bruxelles, la CCISE entend désormais passer à une phase opérationnelle. Sa feuille de route prévoit notamment des missions économiques, des rencontres B2B, des actions d'accompagnement des entreprises, des partenariats institutionnels et des initiatives de promotion de l'investissement entre le Sénégal et l'Europe. La cérémonie de Bruxelles marque ainsi le début d'une nouvelle étape pour cette organisation créée en Belgique avec l'ambition de devenir une plateforme de référence dans les relations économiques, commerciales et d'investissement entre le Sénégal et l'Europe.

A travers cette nouvelle dynamique, la CCISE entend rapprocher les entreprises, faciliter l'accès aux opportunités, encourager les partenariats et contribuer à faire du lien entre le Sénégal et l'Europe un véritable levier de développement économique. La participation consistante donne au lancement de la CCISE une dimension institutionnelle, économique, financière, entrepreneuriale et diasporique. L'intérêt majeur de cette participation réside dans la diversité des acteurs réunis autour d'un même espace : le développement des relations économiques entre le Sénégal, la Belgique et l'Europe. La prochaine étape consiste désormais à capitaliser sur ce réseau en transformant les rencontres des 17 et 18 septembre en opérations économiques concrètes et documentées : investissements, partenariats, exportations, financements, mobilité entrepreneuriale et accompagnement des entreprises.

wabitimrew.com

L'IA au cœur des débats pour une francophonie créative, réactive, offensive

Pour Venant Axel Alima, Yaoundé, et d'autres experts des nouvelles technologies, l'Afrique n'observera pas la révolution IA, elle la pilotera. Fantasma, discours performatif ou nécessité d'affirmer et d'accélérer les prouesses numériques dont le continent est capable, la question mérite d'être posée.

L'ambition rencontre aujourd'hui les enjeux mis en avant par les Etats de l'espace francophone en matière de découvrabilité et de souveraineté.

Un événement à Bruxelles a marqué les esprits cette semaine et susciter d'intéressants débats : la 1ère édition du Forum Francophonie 4.0.

Françoise Ramel, journaliste culturelle, y a participé en ligne pour Diaspora Actu. A l'issue de la journée, Venant Axel Alima a saisi l'opportunité pour créer un groupe whatsapp avec les participants privés de la possibilité de réseauter comme leurs homologues présents à Bruxelles.

“Ce que je retiens de la rencontre, souligne Françoise Ramel, outre la qualité des échanges et le réel potentiel pour l'Afrique de s'emparer du débat, c'est que l'IA n'a ni empathie, ni conscience critique, ni flair. Or elle s'impose sans que nous puissions interroger les systèmes puissants qui sont derrière. Avec quoi sommes-nous d'accord ? Sommes-nous prêts à perdre du terrain sur le plan des valeurs, de l'éthique, de l'intelligence collective, du vivier très créatif qu'est la francophonie, au nom d'un progrès qui n'en serait pas un sur le plan humain et environnemental ?”

<https://fr.linkedin.com/pulse/%C3%A9thique-et-gouvernance-de-lia-ce-que-japrends-sur-le-alima-ath8f>

Lien vers le programme du colloque du 26 septembre : <https://www.francophonie.org/1ere-edition-du-forum-francophonie-40-8603>

Lien vers le Live : [Forum Francophonie 4.0 - YouTube](#)

LE SÉNÉGAL HONORE DES CHAMPIONS DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

L'ambassadeur du Sénégal en France, S.E. M. Baye Mactar DIOP, a remis, le 10 septembre 2026, au nom du Président de la République, les insignes de Commandeur et de Chevalier de l'Ordre national du Lion, à titre étranger, à Messieurs Daniel MILLIERE, Président de l'ONG Horizons Sahel, et Serge ANCELOT, ancien maire de la ville d'Auffreville-Brasseuil.

Déjà élevé à la dignité d'Officier de l'Ordre national du Lion en 2015, l'histoire de Daniel MILLIERE avec le Sénégal débute en novembre 1999, lors d'une visite à l'hôpital de Joal-Fadiouth. Professionnel de santé accompli, il a su transformer une émotion en une action durable, en fondant en 2007 l'association Horizons Sahel, devenue ONG en 2009. Des premiers conteneurs de matériel médical expédiés en 2015, l'ONG est passée à plus de 220 envois, représentant une valeur de plus de 4 milliards de francs CFA. Quant à Serge ANCELOT, ancien maire d'Auffreville-Brasseuil, il est un entrepreneur visionnaire, ancien pilote du

Paris-Dakar, qui incarne la solidarité agissante et multiforme. M. ANCELOT est également parrain de la coopération hospitalière franco-sénégalaise. Il a tissé des liens durables entre les hôpitaux de Ourosogui et de Rambouillet, entre Argenteuil et Keur Madiabel, facilité le transport et la mise en œuvre de partenariats concrets qui sauvent des vies et renforcent nos systèmes de santé respectifs. La création d'une école de bureautique, la reconstruction d'établissements scolaires et l'envoi de matériel médical neuf sont aussi à son actif. Fidèle à sa tradition, le Sénégal a fait le choix d'une diplomatie humaniste et solidaire, ouverte à toutes les bonnes volontés, car, selon l'ambassadeur, « c'est de cette diversité que naissent les solutions les plus innovantes et les plus durables ». Baye Mactar DIOP a souligné la portée de ces distinctions, rappelant que celles-ci ne sauraient se réduire à la seule reconnaissance d'une performance individuelle. « Elles saluent avant tout un engagement indéfectible, un sens élevé du devoir et un dévouement exemplaire au service des relations séculaires unissant deux peuples et deux nations liés par l'histoire. » Évoquant leur parcours, l'ambassadeur DIOP a mis en exergue l'exemplarité des récipiendaires, les valeurs qu'ils incarnent, ainsi que leur travail et leurs actions solidaires en faveur des populations et des collectivités territo-



riales. Il a enfin adressé ses vives félicitations à Daniel MILLIERE et Serge ANCELOT, dont l'expérience et l'engagement constituent un témoignage éloquent de la qualité des relations qui unissent le Sénégal à ses partenaires. « Être admis dans l'Ordre national du Lion est un suprême honneur. C'est une distinction que l'on porte avec gravité, car elle engage. Elle vous érige en dépositaires de l'honneur, de la dignité et des idéaux républicains. Elle fait de vous les preux chevaliers de la dignité humaine et les ambassadeurs de l'amitié indéfectible qui unit le Sénégal et la France », a rappelé l'ambassadeur aux récipiendaires.

Placée sous le signe de la reconnais-

sance et de l'excellence, la cérémonie s'est tenue à la Chancellerie de l'Ambassade du Sénégal en France, en présence de Christophe MARION, Député de la 3^e circonscription du Loir-et-Cher, membre du groupe d'amitié France-Sénégal de l'Assemblée nationale, de Laurent BRILLARD, Maire de Vendôme, Président de la communauté d'agglomération Territoires vendômois, de Damien VIGNIER, Maire des Mureaux, Vice-Président délégué aux solidarités de Grand Paris Seine et Oise (GPSO), ainsi que de nombreuses personnalités, parents et amis des récipiendaires.

Ousmane Noël MBAYE

JED Forum 2026 : Rouen au cœur des échanges économiques entre l'Afrique et la Normandie

Du 8 au 10 octobre 2026, Rouen accueillera la 3^e édition des Rencontres Business Afro-Normandes, organisée par JED Forum, en partenariat avec le Corps Consulaire de Normandie. Pendant trois jours, l'Hôtel de Bourgtheroulde deviendra un espace de rencontres et d'échanges entre acteurs économiques africains et européens. Cette année, l'Éthiopie sera le pays invité d'honneur.

Placée sous le thème « Afrique-Normandie : Innovation, Investissement et Partenariats stratégiques pour une prospérité partagée et durable », cette troisième édition souhaite favoriser la création de collaborations concrètes entre entreprises, investisseurs, institutions, chambres consulaires, collectivités, startups et porteurs de projets. L'objectif est notamment de faciliter les mises en relation, d'encourager l'investissement et de contribuer au développement de partenariats économiques durables entre la Normandie et les pays africains.

Le programme associera rencontres B2B, conférences, panels d'experts, visites d'entreprises normandes, expositions professionnelles et séances de networking. Les participants pourront également découvrir différentes opportunités d'investissement et échanger directement avec des décideurs et professionnels issus de plusieurs secteurs. Un Dîner Gala de l'Excellence viendra compléter ces trois journées consacrées aux affaires, à l'innovation et à la coopération économique.

Au-delà des rencontres professionnelles, le JED Forum entend offrir aux entrepreneurs et investisseurs un cadre permettant d'identifier de nouveaux marchés, de présenter leurs projets et de nouer des contacts susceptibles de déboucher sur des collaborations. Les entreprises, institutions et organisations intéressées peuvent également participer à cette dynamique en qualité de sponsors ou d'exposants, avec l'opportunité de présenter leurs activités et de développer leur réseau.

Avec cette troisième édition, les Rencontres Business Afro-Normandes poursuivent ainsi leur ambition : créer des passerelles entre les économies africaines et normandes et faire de Rouen, durant trois jours, un lieu de dialogue entre innovation, entrepreneuriat, investissement et coopération internationale.

Pour plus d'informations : +33 6 02 29 70 69 / +225 07 00 00 02 10

Falilou THIANE

La diaspora guinéenne d'Italie se rassemble autour d'un même élan

Le samedi 12 septembre, au 19 via Monreale, une salle de Milan a accueilli un moment chaleureux et attendu par beaucoup : le premier Incontro Nazionale della Comunità e delle Associazioni Guineane in Italia. À l'initiative d'Elhadj Alpha Oumar Diallo, président de l'association, et en présence de Loris Michiatti du Wafrik Business Hub, des présidents et responsables d'associations venus de tout le pays se sont retrouvés autour d'un slogan porteur d'espoir : « Ensemble pour une communauté plus forte ».

Cette rencontre est née d'une envie simple, celle d'aller à la rencontre de la communauté guinéenne d'Italie pour mieux la connaître et l'écouter. Plusieurs représentants d'associations ont fait le déplacement pour partager leurs attentes et faire entendre les besoins du terrain.

Parmi les échanges, un souhait est revenu avec force : celui de pouvoir retrouver, comme cela existait autrefois, une représentation consulaire plus proche des familles installées dans le nord de l'Italie. Se rendre jusqu'à Rome pour chaque démarche demande du temps et de l'énergie, et beaucoup ont exprimé le vœu de voir cette situation évoluer avec le soutien des autorités compétentes.

Face à ce constat partagé, une idée fédératrice a été proposée aux participants : celle de créer une fédération capable de rassembler et de représenter la grande majorité des associations guinéennes présentes en Italie. Une manière de donner à la communauté une voix commune, plus forte et plus visible, tout en respectant l'identité de chaque association.

Le Wafrik Business Hub a quant à lui présenté un projet porteur d'avenir, celui d'un Forum de l'Entrepreneuriat, pensé comme un rendez-vous social, culturel et économique destiné à faire connaître la Guinée et les nombreuses richesses de son territoire.

Un pays qui connaît aujourd'hui un développement remarquable, et qui suscite un intérêt grandissant tant pour son potentiel agro-industriel que pour ses infrastructures en plein essor. Un pays qui, dans les vingt prochaines années, s'annonce comme un pôle d'attraction majeur pour l'investissement industriel et productif.

Ce premier Incontro Nazionale restera comme le point de départ d'une belle dynamique. Il aura permis de mettre autour de la même table les associations guinéennes d'Italie et de tracer, ensemble, les contours d'un avenir plus uni. Comme le résume la formule affichée ce jour-là, une communauté unie, une Guinée plus forte.

Malick Sakho

L'ANALYSE

SPACE 2026 : l'innovation agricole doit aussi regarder vers l'Afrique

La 40^{ème} édition du SPACE vient une nouvelle fois de faire de Rennes un grand carrefour de rencontres, d'innovations et d'échanges autour de l'élevage et de l'agriculture. Pendant trois jours, professionnels, entreprises, chercheurs, institutions et délégations venues de différents horizons ont partagé leurs expériences et présenté des solutions pour répondre aux profondes transformations du monde agricole.

Pour Diasporas Mag, cette édition avait une résonance particulière. Notre regard s'est naturellement porté sur une question : quelle place l'Afrique peut-elle prendre dans cette dynamique d'innovation ?

Le continent africain dispose d'un immense potentiel agricole et d'une population jeune. Mais les défis restent nombreux : souveraineté alimentaire, modernisation des exploitations, accès aux équipements, maîtrise de l'eau, santé animale, alimentation du bétail, transformation locale, financement ou encore adaptation au changement climatique. Autant de sujets qui trouvent un écho dans les technologies, les savoir-faire et les expériences présentés au SPACE.

Mais il ne s'agit pas de considérer l'Afrique uniquement comme un marché pour les technologies développées ailleurs. Les solutions doivent être adaptées aux réalités locales, accessibles aux producteurs et accompagnées d'un véritable transfert de compétences. Les entrepreneurs, ingénieurs, chercheurs, éleveurs et agriculteurs africains doivent être pleinement associés à la construction de ces nouveaux modèles.

La diaspora a également un rôle à jouer. Par ses compétences, ses réseaux, sa capacité d'investissement et sa connaissance de plusieurs environnements économiques, elle peut devenir un trait d'union entre les acteurs européens et africains et contribuer à transformer les rencontres professionnelles en projets concrets.

C'est tout le sens de ce grand dossier spécial SPACE 2026. Au fil de ces pages, nous revenons sur les temps forts du salon, les innovations qui ont retenu notre attention, les opportunités pour les entrepreneurs africains, les enjeux de souveraineté alimentaire et les perspectives de coopération entre l'Europe et l'Afrique. Nous donnons également la parole à celles et ceux qui pensent, entreprennent et construisent l'agriculture et l'élevage de demain. Après quarante éditions, le SPACE continue d'évoluer. Pour Diasporas Mag, une nouvelle étape doit désormais être franchie : faire des rencontres entre l'Afrique et l'Europe non seulement des moments d'échange, mais aussi le point de départ de partenariats durables, équilibrés et créateurs de valeur des deux côtés.

Parce que l'avenir de l'agriculture africaine se construira en Afrique, mais aussi grâce aux passerelles que nous saurons créer.

Falilou Thiane

SPACE 2026

SPACE
RENNES - FRANCE

15.16.17 SEPT.

2026 40th édition

QUARANTE ANS D'ÉLEVAGE SOUS LE SIGNE DE L'EAU



Le SPACE a refermé ses portes jeudi 17 septembre au Parc Expo de Rennes, à l'issue de trois journées que les organisateurs placent sous le signe de la fidélité des exposants et des visiteurs. Le compteur s'est arrêté à 100 107 entrées, un niveau que les organisateurs jugent identique à celui de 2025, et 1 019 exposants ont fait le déplacement, dont un tiers venus de l'étranger. Pour un anniversaire qui aurait pu ne pas avoir lieu, le résultat n'est pas mince. La préparation de cette quarantième édition s'est faite dans le tumulte d'une crise interne au sein de l'organisation, avec des salariés toujours en arrêt au début de l'été.

Dès mardi matin, la météo de l'été s'est invitée dans les allées. Canicules à répétition, sécheresse historique, fourrage en pénurie : les éleveurs bretons sont arrivés au salon avec des stocks entamés et des inquiétudes pour l'hiver. Annie Genevard, ministre de l'Agriculture, a inauguré cette édition pour témoigner du soutien de l'État aux professionnels. Elle était attendue avec un plan d'urgence de 1,3 milliard d'euros et la promesse d'un versement rapide des premières aides, alors que plusieurs éleveurs jugeaient ces mesures dérisoires face à l'ampleur des pertes. La veille de l'ouverture, la Région Bretagne avait de son côté annoncé 6 millions d'euros supplémentaires pour soutenir les investissements agricoles.

Le thème de l'édition, arrêté bien avant que les records de chaleur ne s'accumulent, a fini par s'imposer de lui-même. Dans l'Espace pour demain, conçu avec la Chambre d'agriculture de Bretagne, trois tables rondes quotidiennes à 10 heures ont réuni agriculteurs, élus, scientifiques et chefs d'entreprise autour du partage de la ressource, de l'eau de qualité pour tous et de la qualité de l'eau en élevage, avec une trentaine d'experts mobilisés et de nombreux ateliers techniques. Les organisateurs disent avoir constaté un intérêt particulier des visiteurs pour ce sujet. Là où l'on parlait surtout de qualité, on a beaucoup parlé de stockage, de sécurisation et d'irrigation, un débat qui ne fait pas l'unanimité mais que la sécheresse a rendu difficile à contourner.

Les animaux, eux, ont retrouvé le grand ring. Le salon a accueilli 700 bêtes, dont 530 bovins, et une centaine d'ovins et de caprins s'y ajoutaient, avec plusieurs concours nationaux. Après deux éditions perturbées par le contexte sanitaire, le pôle génétique a repris des couleurs, et ce retour des éleveurs et de leurs troupeaux a redonné au salon une part de son âme.

Côté nouveautés, l'intelligence artificielle et l'automatisa-

tion ont tenu le haut du pavé. Trente deux innovations ont été primées par le label Innov'Space et, fait inédit depuis la création de la distinction, trois d'entre elles ont reçu la mention spéciale des trois étoiles. RMH a séduit le jury avec Nexus, un robot d'alimentation autonome et électrique qui charge, pèse, mélange et distribue la ration sans infrastructure particulière. IMV Technologies a été distinguée pour smaRt weight, un système qui estime par l'image le poids moyen des porcelets à la sortie de la maternité, sans balance ni manipulation. Emily complète le trio avec Plug & Go, qui permet de changer les outils d'un engin sans quitter la cabine. La nouvelle ferme digitale a par ailleurs réuni douze jeunes pousses technologiques et une agora pour présenter leurs solutions aux agriculteurs. Le machinisme, lui, occupait à peu près la moitié des seize hectares d'exposition extérieure.

Le programme ne s'est pas limité aux machines. Une centaine de conférences, un espace dédié à l'aquaculture et des rendez-vous consacrés à l'emploi et aux jeunes ont rythmé les trois jours. La question de la relève, déjà très présente l'an dernier, est restée au centre des conversations : installer des jeunes, les former, leur donner envie de rester dans un métier que la chaleur et les crises rendent plus exigeant. À la direction du salon, Valérie Le Roy, venue du Salon international de l'agriculture après dix huit ans de maison, pilote cette transition.

Pour les lecteurs de la diaspora, l'intérêt du SPACE tient aussi à son ouverture sur le monde. L'an dernier, le salon avait compté 14 011 visiteurs internationaux venus de 125 pays. L'entrée est gratuite pour les visiteurs étrangers, des rencontres d'affaires sont organisées avec les exposants et des visites d'élevages sont proposées. Cette année encore, des délégations d'Afrique de l'Ouest ont arpenté les halls, à la recherche de génétique, d'équipements et de partenaires. Le docteur Ndèye Khady Fall, coordinatrice adjointe du Programme de résilience du système alimentaire en Afrique de l'Ouest au Sénégal, a fait le voyage aux côtés de l'interprofession avicole de son pays, pour découvrir les innovations et rencontrer les filières bovine, ovine et laitière.

Au moment de tirer le rideau, le président Didier Lucas a retenu que le salon avait pleinement joué son rôle de lieu d'échanges et de rencontres pour l'agriculture. Les organisateurs revendiquent aussi 5,7 millions de vues sur les réseaux sociaux depuis le 1er juin. Rendez vous est déjà pris du 14 au 16 septembre 2027 pour une 41^e édition, annoncée comme tournée vers les quarante prochaines années.

Malick sakho

L'AFRIQUE EN FORCE À RENNES : DIX PAYS AU RENDEZ-VOUS DU SPACE 2026



À Rennes, l'Afrique n'est pas venue au SPACE 2026 pour faire de la figuration. De l'Algérie à la République démocratique du Congo, dix pays africains ont répondu présents à cette nouvelle édition du Salon international de l'élevage. Une présence qui se remarque dans les allées, dans les rencontres professionnelles et surtout dans la diversité des délégations.



Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Guinée, Maroc, Sénégal, Togo, Algérie et Ré-

publique démocratique du Congo : derrière ces dix noms, ce sont des ministères, des chambres d'agriculture, des organisations professionnelles, des interprofessions, des coopératives et des entrepreneurs qui ont fait le déplacement. Tous viennent avec leurs réalités, leurs difficultés et, surtout, l'envie de trouver à Rennes des réponses concrètes aux défis de leurs filières.

Le SPACE n'en est pas à sa première expérience avec le continent africain. L'ouverture internationale du salon s'est encore confirmée cette année. En 2025, 14 011 visiteurs internationaux venus de 125 pays avaient franchi les portes du salon. Pour les visiteurs étrangers, l'accès demeure gratuit. Sur les 1 019 exposants présents en 2026, près d'un tiers venait également de l'étranger.

Mais c'est peut-être du côté des délégations africaines que l'évolution est la plus visible. En 2025, le ministre sénégalais de l'Agriculture avait marqué l'histoire du salon en devenant le premier responsable ministériel africain à participer à son inauguration officielle. Le Bénin, le Togo, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Nigeria et le Sénégal avaient alors déjà envoyé des délégations. Cette année, le Nigeria n'apparaît plus sur la liste officielle, mais de nouveaux pays ont fait leur entrée, notamment l'Algérie, la Guinée, le Maroc, l'Éthiopie et la RDC.

Cette progression traduit une réalité : les

professionnels africains regardent de plus en plus vers les grands rendez-vous internationaux pour trouver des solutions adaptées à leurs propres enjeux.

Dans cette quête, l'aviculture occupe une place particulière. Cinq des dix délégations africaines présentes à Rennes sont directement représentées par des organisations de la filière avicole. C'est le cas du Bénin avec l'Union nationale des aviculteurs professionnels, de la Côte d'Ivoire avec l'Union des sociétés coopératives des aviculteurs, de la Guinée avec l'Association nationale des aviculteurs, du Maroc avec sa fédération interprofessionnelle du secteur avicole et du Sénégal avec l'Interprofession avicole.

Ce n'est pas un hasard. Dans de nombreux pays africains, le poulet et l'œuf occupent une place croissante dans l'alimentation des populations et dans les stratégies de souveraineté alimentaire. La croissance démographique, l'urbanisation rapide et l'évolution des habitudes de consommation poussent les filières à produire davantage et mieux. Mais les difficultés restent nombreuses. Le prix de l'aliment, l'accès aux équipements, la concurrence des produits importés, la qualité des poussins, la bio-sécurité et la maîtrise sanitaire sont autant de sujets qui reviennent régulièrement dans les discussions des professionnels.

À Rennes, ces questions trouvent un écho particulier. La Bretagne reste la première région française d'élevage et concentre un savoir-faire reconnu dans de nombreux domaines. Pour les délégations africaines, le SPACE représente donc une occasion de découvrir des équipements, d'échanger avec des fabricants, de comparer les techniques et parfois de nouer des contacts qui pourront se prolonger bien au-delà des trois jours du salon.

La Guinée a d'ailleurs choisi de ne pas regarder uniquement la production. Sa délégation comprend également l'Association des fabricants d'aliments pour animaux. Un choix révélateur de l'importance accordée à ce maillon essentiel de la chaîne. Sans alimentation de qualité et accessible, difficile de faire progresser durablement les productions animales.

Les États ont eux aussi largement pris part au rendez-vous. Plusieurs délégations sont directement liées aux ministères chargés de l'Agriculture, de l'Élevage et des Ressources animales. Au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Togo ou au Sénégal, les intitulés officiels font désormais une place importante à la souveraineté alimentaire. Une évolution qui traduit les préoccupations actuelles des gouvernements africains : produire davantage sur place, sécuriser les approvisionnements et réduire la dépendance extérieure.

La délégation ivoirienne illustre cette volonté d'associer les différentes composantes du secteur. Aux côtés du ministère des Ressources animales et halieutiques figure notamment le Fonds interprofessionnel pour la recherche et le conseil agricoles. La présence de cet organisme donne à la délégation une dimension qui dépasse la simple recherche d'équipements. Recherche, conseil, formation et développement des filières font également partie des préoccupations.

Le Sénégal, de son côté, est venu avec une délégation particulièrement diversifiée. Autour du ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Élevage se retrouvent notamment l'Association des femmes vétérinaires du Sénégal, l'Union des associations d'élus locaux et l'Interprofession avicole.

Cette composition est intéressante. Elle réunit à la même table les pouvoirs publics, les professionnels de la santé animale, les organisations de producteurs et les représentants des collectivités. Une manière de rappeler que le développement de l'élevage ne repose pas uniquement sur les décisions prises dans les bureaux des ministères. Il se construit aussi dans les territoires, auprès des éleveurs et avec les compétences disponibles sur le terrain.

Le docteur Ndèye Khady Fall, coordinatrice adjointe du Programme de résilience du système alimentaire en Afrique de l'Ouest au Sénégal, a également accompagné l'Interprofession avicole dans plusieurs rencontres avec les filières bovine, ovine et laitière. Là encore, les échanges dépassent largement la seule question du poulet. Ils concer-

nent l'ensemble du système d'élevage et les moyens de renforcer sa résilience. Chaque délégation apporte finalement une histoire différente.

Le Cameroun s'appuie sur sa Chambre d'agriculture, des pêches, de l'élevage et des forêts, aux côtés d'opérateurs privés. L'Algérie est représentée notamment par la Chambre d'agriculture de la wilaya de Tiaret, une région connue pour ses activités d'élevage. L'Éthiopie, avec son important cheptel, mise sur la présence de chambres de commerce et d'associations professionnelles. La République démocratique du Congo est représentée par Génération Verte 21. Quant au Maroc, il s'appuie sur une filière avicole structurée et représentée par sa fédération interprofessionnelle.

Dans les allées du SPACE, toutes ces délégations africaines ont également croisé d'autres visiteurs venus du monde entier. Corée du Sud, Ouzbékistan, Pakistan, Roumanie, Ukraine, mais aussi représentants de la Commission européenne : le salon rennais est devenu un véritable carrefour où se rencontrent les différentes visions de l'agriculture et de l'élevage.

Pour la diaspora africaine installée en France, cette présence est loin d'être anodine. Elle rappelle que les liens entre l'Afrique et la France ne se limitent pas aux relations institutionnelles. Ils passent aussi par les entreprises, les professionnels, les collectivités, les centres de formation et toutes ces femmes et ces hommes qui peuvent faciliter les échanges entre les deux continents.

Reste maintenant le plus difficile : transformer les rencontres en réalisations. Un contact pris dans une allée ne devient pas automatiquement un partenariat. Une machine présentée sur un stand ne règle pas, à elle seule, les problèmes d'une filière.

Il faudra des investissements, de la formation, un accompagnement technique, des financements adaptés et surtout une véritable continuité après le salon.

C'est là que se mesure la portée réelle d'une participation au SPACE. Si les échanges engagés à Rennes débouchent demain sur des équipements installés en Afrique, des formations de techniciens, des partenariats entre entreprises, des transferts de savoir-faire ou de nouveaux projets d'élevage, alors la présence de ces dix pays aura pris tout son sens.

En attendant, une chose est certaine : en 2026, l'Afrique a occupé une place de choix au SPACE de Rennes. Et à travers ces délégations venues de tout le continent, c'est une Afrique qui cherche, qui échange, qui apprend et qui veut aussi construire ses propres réponses aux défis de l'élevage et de la souveraineté alimentaire.

Rendez-vous est désormais pris pour la 41e édition, du 14 au 16 septembre 2027.

Ce sera l'occasion de mesurer le chemin parcouru depuis Rennes 2026.

Malick Sakho

L'EAU AU CŒUR DE L'ÉLEVAGE DE DEMAIN

On parle souvent de terres, de cheptel, d'alimentation ou de technologies lorsqu'il est question de l'avenir de l'élevage. Pourtant, derrière chacune de ces questions se trouve une ressource dont aucune exploitation ne peut se passer : l'eau. Au SPACE 2026, sa gestion s'est imposée comme l'un des sujets qui obligent le monde de l'élevage à regarder plus loin que la seule question de la production. Pour l'Afrique, cette réflexion revêt une importance particulière.



Dans une exploitation, l'eau est tellement présente qu'on finit parfois par oublier son importance.

Elle est là pour les animaux. Elle intervient dans les cultures destinées à leur alimentation. Elle participe au nettoyage des installations et à de nombreuses opérations quotidiennes.

Et pourtant, lorsqu'elle vient à manquer, tout le système est fragilisé.

C'est cette réalité qui donne à la question de l'eau une place particulière dans les réflexions sur l'élevage de demain.

Le choix du SPACE 2026 de consacrer l'Espace pour Demain à cette ressource n'est donc pas anodin. La gestion de l'eau, sa qualité, son partage et les besoins spécifiques des élevages sont devenus des sujets qui concernent directement l'avenir des exploitations. Pour les professionnels africains, cette question résonne avec des réalités parfois très concrètes.

Le continent présente une grande diversité de situations. Certaines régions disposent de ressources importantes, tandis que d'autres connaissent des périodes de sécheresse ou des difficultés d'accès à l'eau. Les systèmes d'élevage eux-mêmes sont très différents selon les territoires.

Il serait donc impossible de parler de l'eau en Afrique comme s'il existait une seule réalité.

Mais une chose est commune à tous les systèmes d'élevage : l'eau constitue une condition essentielle de la production. Cette évidence mérite pourtant d'être placée au centre des stratégies agricoles. Car développer l'élevage ne consiste pas uniquement à augmenter le nombre d'animaux ou à améliorer les performances des troupeaux.

Il faut aussi garantir les conditions permettant à ces animaux de vivre et de produire dans de bonnes conditions.

La disponibilité de l'eau en fait partie. Mais demain, la question pourrait être moins celle de la quantité disponible que celle de la capacité à mieux gérer chaque ressource.

Éviter les pertes.

Améliorer le stockage.

Surveiller la qualité.

Adapter les installations.

Mieux connaître les besoins des animaux.

Réduire les consommations inutiles.

Toutes ces pistes peuvent contribuer à rendre les exploitations plus résilientes. Le changement climatique renforce cette nécessité.

Lorsque les périodes de chaleur deviennent plus difficiles à gérer ou que les épisodes de sécheresse se prolongent, les éleveurs doivent pouvoir adapter leurs pratiques.

L'eau devient alors une question de résilience.

Cette réalité concerne aussi bien l'Europe que l'Afrique, même si les situations et les moyens disponibles sont différents.

C'est justement là que les échanges internationaux peuvent être utiles.

Les solutions développées dans un contexte donné ne doivent pas être considérées comme des modèles à reproduire automatiquement ailleurs. Elles peuvent toutefois apporter des idées, des méthodes et des technologies susceptibles d'être adaptées.

Le stockage constitue, par exemple, une question essentielle.

Dans certaines zones, disposer d'une réserve suffisante peut permettre de mieux faire face aux périodes difficiles.

Mais encore faut-il que les équipements soient adaptés aux conditions locales et économiquement accessibles.

La même réflexion vaut pour les systèmes permettant de limiter les pertes.

Une ressource rare doit être utilisée avec davantage de précision.

Cela suppose parfois de revoir les installations, mais aussi les habitudes.

L'innovation peut contribuer à cette évolution.

Des outils de mesure, des dispositifs de contrôle ou des systèmes permettant de mieux suivre les consommations peuvent aider les exploitants à identifier les pertes et à mieux gérer leurs ressources. Mais là encore, la technologie ne doit pas devenir une fin en soi.

Une solution utile est d'abord une solution que l'on peut installer, utiliser et en-

tenir.

Pour les exploitations africaines, cette question est particulièrement importante. Une technologie sophistiquée mais difficile à maintenir localement risque de perdre rapidement son intérêt. À l'inverse, une solution simple, robuste et adaptée peut apporter une réponse beaucoup plus durable.

C'est pourquoi les partenariats entre entreprises européennes et acteurs africains peuvent jouer un rôle.

Les premiers peuvent apporter des technologies et des savoir-faire.

Les seconds peuvent apporter leur connaissance des réalités locales.

Ensemble, ils peuvent rechercher des solutions mieux adaptées aux besoins du terrain.

Cette coopération peut également concerner la formation.

Car économiser l'eau ne dépend pas uniquement des équipements.

Cela dépend aussi de la manière dont ils sont utilisés.

Former les éleveurs et les techniciens à la gestion de la ressource constitue donc un investissement à part entière.

Il faut apprendre à mesurer, à anticiper, à entretenir et à éviter les gaspillages.

Cette culture de l'eau peut devenir un élément important de la modernisation des filières africaines.

Elle doit également être intégrée aux projets d'investissement.

Lorsqu'un nouveau bâtiment d'élevage est conçu, la question de l'eau doit être posée dès le départ.

Lorsqu'une unité de transformation est créée, la gestion de la ressource doit faire partie du modèle économique.

Lorsqu'un projet d'élevage est financé, la disponibilité et la sécurisation de l'eau doivent être considérées comme des éléments essentiels.

Il ne s'agit plus d'une question secondaire.

Elle devient une condition de réussite.

Le sujet est également lié à celui de la souveraineté alimentaire.

Un pays peut disposer de terres et de producteurs, mais rester vulnérable si ses systèmes agricoles dépendent de res-

sources qu'il ne maîtrise pas suffisamment.

La sécurité de l'eau participe donc directement à la sécurité alimentaire.

Pour l'Afrique, cette réflexion est particulièrement importante dans un contexte où les besoins alimentaires sont appelés à augmenter.

Produire davantage devra nécessairement aller de pair avec une meilleure utilisation des ressources disponibles.

L'objectif ne sera pas simplement de produire plus.

Il faudra produire mieux.

Avec moins de pertes.

Avec davantage de maîtrise.

Avec des systèmes capables de résister aux périodes difficiles.

Le SPACE a le mérite de rappeler que l'avenir de l'élevage ne se joue pas uniquement dans les machines ou les technologies les plus visibles.

Il se joue aussi dans des ressources beaucoup plus fondamentales.

L'eau en fait partie.

Et si l'élevage africain veut prendre toute sa place dans les grandes transformations agricoles des prochaines décennies, la gestion de cette ressource devra être considérée comme une priorité.

De Rennes à Dakar, de l'éleveur familial à l'exploitation moderne, une même évidence demeure : sans eau maîtrisée, il n'y aura pas d'élevage durable.

Développer des capacités de stockage adaptées aux réalités locales.

Identifier les fuites et améliorer les systèmes de distribution.

Surveiller la qualité de l'eau destinée aux animaux et aux exploitations.

Mieux connaître les besoins pour éviter les gaspillages.

Privilégier des solutions robustes, accessibles et réparables localement.

Faire de la gestion de l'eau une compétence à part entière dans les filières d'élevage.

La question de l'eau ne doit plus être abordée uniquement lorsqu'une crise survient. Elle doit être intégrée dès la conception des projets agricoles et d'élevage, au même titre que le financement, les équipements, l'alimentation ou la formation.

Une installation de gestion, de stockage ou de distribution de l'eau observée au SPACE, ou une image d'élevage illustrant concrètement la relation entre l'animal et la ressource.

La coopération internationale : des expériences à partager

La coopération se conjugue dans les deux sens. En rencontrant au SPACE une délégation du Togo, du Sénégal et de la Côte d'Ivoire, Didier Lucas a défendu une approche « gagnant-gagnant ». Pour les représentants africains, le salon permet de rencontrer coopératives et interprofessions et de nourrir la structuration de leurs filières. Une organisation collective essentielle pour permettre aux agriculteurs de gagner en autonomie. « Il faut que les paysans gardent la main sur leurs outils », rappelle le président du SPACE.

Transformation locale, réglementation des produits ou polyculture-élevage alimentent aussi les échanges. Et l'Afrique entend désormais partager son expérience. Les délégations souhaitent ainsi présenter leur agriculture lors d'une prochaine édition.

Alors que les sécheresses gagnent aussi la Bretagne, les savoir-faire sur des cultures comme le sorgho pourraient à leur tour nourrir les réflexions des éleveurs bretons.

QUAND L'ÉLEVAGE MONDIAL PARLE AUSSI AFRICAIN



Rennes, la 40e édition du SPACE a confirmé la vocation internationale de ce grand rendez-vous de l'élevage. Dans les allées du salon, les professionnels africains sont venus observer, échanger, rechercher des solutions et surtout nouer des contacts. Une présence qui traduit une réalité nouvelle : les enjeux de l'élevage africain trouvent désormais toute leur place dans les grands échanges internationaux.

Il y a des salons où l'on vient simplement regarder. Et puis il y a ceux où l'on vient chercher des réponses.

Le SPACE fait partie de cette deuxième catégorie. Pendant trois jours, Rennes devient un point de rencontre pour le monde de l'élevage. Éleveurs, industriels, ingénieurs, chercheurs, entrepreneurs, représentants professionnels et délégations internationales s'y croisent dans une atmosphère où les discussions commerciales côtoient les échanges techniques et les réflexions sur l'avenir des filières.

Pour cette 40e édition, l'Afrique était bien présente.

Des délégations, des entrepreneurs et des professionnels venus de différents pays du continent ont parcouru les halls, à la découverte des équipements, des technologies et des innovations présentées par les exposants. Mais leur présence ne peut pas être réduite à une simple visite.

Derrière les rencontres, il y a des besoins très concrets.

Comment améliorer la productivité des élevages ? Comment mieux nourrir les animaux ? Comment renforcer la santé animale ? Comment accéder à des équipements adaptés ? Comment développer la transformation locale ? Comment former les professionnels ? Et surtout, comment construire des filières capables de répondre à une demande alimentaire qui ne cesse de progresser ?

Ces questions sont au cœur des préoccupations de nombreux acteurs africains.

Le SPACE offre justement un cadre pour les poser directement aux entreprises et aux professionnels qui développent les solutions. Dans les halls, les échanges permettent de découvrir des technologies, mais aussi de comprendre leur fonctionnement, leur coût, leurs conditions d'utilisation et les possibilités d'adaptation aux réalités africaines. Car c'est là que se situe l'un des principaux enjeux.

L'Afrique ne peut pas simplement importer des modèles conçus pour d'autres réalités. Les conditions climatiques, les systèmes de production, l'accès à l'énergie, les infrastructures, les capacités d'investissement et les habitudes de consommation diffèrent considérablement d'un territoire à l'autre.

La question n'est donc pas de savoir comment reproduire exactement ce qui fonctionne en Europe.

Il s'agit plutôt de déterminer ce qui peut être utile en Afrique, comment l'adapter et comment construire autour de ces solutions un environnement économique et humain capable de les faire fonctionner durablement.

Cette réflexion concerne tous les maillons de la chaîne.

L'alimentation animale, la génétique, la santé, le machinisme, la gestion de l'eau, la transformation, le numérique ou encore la formation constituent autant de domaines dans lesquels les échanges entre l'Europe et l'Afrique peuvent ouvrir de nouvelles perspectives.

tives.

Le SPACE permet également de regarder autrement la question de l'investissement.

Derrière une machine ou une innovation présentée sur un stand, il y a souvent une entreprise qui recherche de nouveaux marchés, des partenaires locaux ou des relais commerciaux. Pour les entrepreneurs africains, ces rencontres peuvent donc représenter des opportunités de distribution, de représentation, de transfert de technologies ou de création de partenariats.

Mais un partenariat durable ne se construit pas uniquement autour d'un catalogue.

Il repose d'abord sur la compréhension des besoins.

Un équipement peut être performant, mais devenir peu pertinent s'il est trop coûteux à entretenir ou si les compétences nécessaires à son utilisation ne sont pas disponibles localement. À l'inverse, une solution relativement simple peut avoir un impact important lorsqu'elle répond précisément à une difficulté rencontrée par les producteurs. C'est pourquoi les rencontres humaines restent essentielles.

À Rennes, les conversations entre professionnels européens et africains ont permis de mettre en relation deux expériences différentes mais complémentaires. D'un côté, des entreprises disposant de savoir-faire, de technologies et d'une expérience industrielle. De

l'autre, des acteurs africains qui connaissent leurs marchés, leurs contraintes et leurs besoins.

Entre les deux, il existe un espace à construire.

Celui du partenariat.

Cette dimension est particulièrement importante pour la diaspora africaine. Présente entre l'Europe et le continent, elle peut contribuer à faciliter les contacts, à accompagner les entrepreneurs, à identifier des opportunités et à rapprocher les entreprises des réalités locales.

Le véritable défi commence toutefois après le salon.

Une carte de visite ne constitue pas un partenariat. Une photo devant un stand ne suffit pas à créer une filière. Les rencontres doivent être suivies de discussions, d'études, de projets et, lorsque les conditions sont réunies, d'investissements.

C'est peut-être l'un des enseignements majeurs de cette édition du SPACE.

L'Afrique ne doit plus être regardée uniquement comme un continent où l'élevage présente un fort potentiel. Elle doit être considérée comme un acteur à part entière des transformations du secteur.

Le continent possède ses entrepreneurs, ses ingénieurs, ses éleveurs, ses chercheurs et ses investisseurs. Il possède également des marchés importants et des besoins qui peuvent devenir des moteurs d'innovation.

Le SPACE peut contribuer à rapprocher ces forces.

Pendant trois jours, Rennes a ainsi été bien plus qu'un lieu d'exposition. Le salon a constitué un espace de dialogue entre des professionnels qui ne partagent pas toujours les mêmes réalités, mais qui peuvent avoir un intérêt commun à travailler ensemble.

L'élevage de demain sera probablement plus connecté, plus technologique et davantage attentif aux ressources naturelles. Mais il devra aussi être plus ouvert aux échanges entre les continents.

Dans cette perspective, la présence africaine au SPACE n'est pas un simple signe de curiosité.

Elle témoigne d'une volonté de comprendre, d'apprendre, de développer et de construire.

Et peut-être surtout d'une ambition : faire en sorte que l'Afrique ne soit pas seulement spectatrice des transformations de l'élevage mondial, mais qu'elle participe pleinement à leur écriture.

Le véritable enjeu des prochaines années sera de transformer les rencontres réalisées dans les grands salons professionnels en projets concrets sur le terrain africain : formation, distribution, transfert de technologies, investissement, transformation locale et création de chaînes de valeur.

Diasporaactu.net

Télécharger notre Application

Diaspora Actu

DISPONIBLE SUR
 Google Play

Diasporaactu.net

L'actualité sénégalaise et internationale

DISPONIBLE SUR
 Google Play

UNE 40ème ÉDITION ENTRE TRADITION, INNOVATION ET OUVERTURE INTERNATIONALE



Quarante éditions, trois journées de rencontres et une même ambition : réunir à Rennes les professionnels de l'élevage autour des réalités d'aujourd'hui et des solutions de demain. Pour son anniversaire, le SPACE 2026 a une nouvelle fois transformé le Parc-Expo en véritable carrefour des productions animales, où se sont croisés éleveurs, entreprises, délégations internationales, chercheurs, techniciens et entrepreneurs.

Il y a dans un anniversaire une part de mémoire, mais aussi une invitation à regarder devant soi.

Pour le SPACE, cette 40e édition avait forcément une résonance particulière. Quarante années au service du monde de l'élevage, quarante éditions qui ont accompagné les évolutions d'un secteur confronté à de nombreux changements : nouvelles attentes des consommateurs, transformation des pratiques, progrès technologiques, contraintes environnementales et recherche permanente de compétitivité. Pendant trois jours, Rennes a donc vécu au rythme de l'élevage. Dans les halls, les visiteurs ont découvert des équipements, échangé avec les exposants et pris le temps de comparer les solutions proposées. Les discussions ont porté aussi bien sur les réalités quotidiennes des exploitations que sur les grandes transformations qui se dessinent pour les prochaines années. Cette diversité fait partie de l'identité du SPACE.

Le salon n'est pas consacré à une seule facette de l'élevage. Il rassemble un ensemble de métiers, de filières et de savoir-faire qui forment un écosystème particulièrement large. L'élevage bovin y côtoie les secteurs porcin, avicole, ovin ou caprin. À leurs côtés, les professionnels de la nutrition animale, de la génétique, de la santé, du machinisme, des bâtiments, de l'énergie ou encore du numérique présentent leurs solutions.

Pour le visiteur, cette concentration per-

met de prendre le pouls d'un secteur en pleine évolution. Mais le SPACE ne se résume pas à ses stands.

Les rencontres constituent une partie essentielle de l'événement.

Dans les allées, les professionnels se retrouvent, les entrepreneurs prennent des contacts, les délégations étrangères échangent avec les entreprises et les spécialistes viennent confronter leurs expériences. Certaines discussions sont techniques, d'autres commerciales. Toutes participent à la dynamique du salon.

Cette dimension internationale occupe une place importante dans l'identité du SPACE. Elle permet à Rennes de dépasser le cadre régional et français pour devenir, pendant quelques jours, un lieu où se rencontrent différentes visions de l'élevage.

Cette ouverture est particulièrement intéressante pour les professionnels africains.

Pour eux, le salon offre la possibilité de découvrir des technologies et des équipements, mais aussi de dialoguer directement avec les entreprises qui les conçoivent. Les échanges permettent également de mieux comprendre les évolutions des filières et les solutions développées face aux nouvelles contraintes auxquelles sont confrontés les éleveurs.

La question de l'adaptation reste cependant centrale.

Ce qui fonctionne dans une exploitation européenne ne peut pas nécessairement être transposé tel quel dans une exploi-

tation africaine. Les conditions climatiques, les ressources disponibles, les infrastructures et les modèles économiques sont différents.

La richesse d'un salon international réside justement dans cette confrontation des expériences.

On vient y chercher des idées, mais aussi discuter de leur pertinence.

L'édition 2026 a également donné une place importante à la réflexion sur l'avenir.

L'innovation, la gestion des ressources, l'évolution des pratiques et les nouvelles technologies occupent désormais une place incontournable dans les discussions sur l'élevage.

Cette évolution est visible dans les stands, mais également dans les échanges professionnels.

Le numérique s'installe progressivement dans les exploitations. Les équipements deviennent plus précis. Les données prennent une place croissante dans le suivi des animaux et des productions. La robotisation transforme certaines tâches. La question de l'efficacité énergétique et de la gestion des ressources devient également de plus en plus présente.

Mais derrière toutes ces transformations demeure une réalité simple : l'élevage reste une activité profondément humaine.

Une machine peut faciliter le travail. Un logiciel peut apporter une information. Une innovation peut améliorer un processus.

Mais c'est toujours un professionnel qui doit comprendre, décider et agir.

Cette dimension humaine était particu-

lièrement visible pendant ces trois journées.

Le SPACE est aussi un lieu où les générations se rencontrent. Des professionnels expérimentés viennent y transmettre leur connaissance, tandis que de jeunes entrepreneurs et de nouveaux acteurs présentent leurs projets et leurs ambitions.

Cette circulation des idées est essentielle pour préparer l'avenir.

Elle l'est encore davantage lorsqu'on regarde vers l'Afrique.

Le continent devra répondre à des besoins alimentaires croissants tout en développant des filières plus structurées et plus performantes. Pour y parvenir, les investissements seront nécessaires, mais aussi les compétences, la formation et l'accès aux technologies.

Le SPACE peut contribuer à cette dynamique en créant des passerelles.

Une entreprise rencontrée à Rennes peut devenir demain un partenaire en Afrique. Un professionnel découvert dans un hall peut devenir un interlocuteur régulier. Une technologie observée pendant quelques minutes peut susciter un projet plus important quelques mois plus tard.

C'est dans cette capacité à provoquer des rencontres que se trouve une partie de la force du salon.

La 40e édition a ainsi permis de célébrer une histoire, mais aussi de regarder vers l'avenir.

Le SPACE reste profondément attaché à l'élevage et à ses fondamentaux. Dans le même temps, il accompagne les mutations du secteur et ouvre ses portes aux nouvelles technologies, aux nouveaux marchés et aux échanges internationaux.

Pour l'Afrique, cette ouverture représente une opportunité.

Encore faut-il que les rencontres se poursuivent après le salon et qu'elles puissent déboucher sur des projets adaptés aux réalités du continent.

Car un salon professionnel ne change pas à lui seul une filière.

Il peut cependant déclencher une rencontre.

Et parfois, une rencontre suffit pour faire naître une idée, un partenariat ou un projet.

C'est aussi cela que raconte cette 40e édition du SPACE.

Une histoire qui s'écrit depuis quatre décennies, mais qui continue de regarder résolument vers demain.

Une édition anniversaire placée sous le signe de la continuité, mais aussi de la transformation des filières d'élevage.

Des professionnels, entreprises, délégations et acteurs du secteur réunis autour des enjeux de l'élevage.

Le salon constitue un espace de dialogue entre acteurs français, européens et internationaux.

Technologies, numérique, équipements et nouvelles solutions occupent une place croissante dans les échanges.

Les délégations et professionnels africains viennent à Rennes pour observer, échanger et identifier des opportunités de coopération.

QUELLES OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRENEURS AFRICAINS ?

Au SPACE, les entrepreneurs africains ne viennent pas seulement découvrir des équipements. Ils peuvent aussi y trouver des idées, des fournisseurs, des partenaires et parfois les premières bases d'un projet. Entre distribution, transfert de technologies, représentation commerciale et formation, les possibilités sont nombreuses. Mais pour transformer une rencontre en véritable opportunité économique, il faut désormais aller au-delà du simple échange de cartes de visite.

Dans un salon comme le SPACE, les opportunités ne sont pas toujours là où on les attend. Elles peuvent se trouver derrière une machine, dans une conversation avec un exposant, autour d'une démonstration ou au détour d'une rencontre entre professionnels.

Pour un entrepreneur africain, la première richesse d'un tel rendez-vous reste évidemment l'accès à un concentré de savoir-faire.

Pendant plusieurs jours, des entreprises présentent leurs solutions dans des domaines aussi variés que l'élevage, l'alimentation animale, la santé, la génétique, le machinisme ou encore les nouvelles technologies.

Mais observer ne suffit pas. L'intérêt consiste à comprendre comment ces solutions peuvent répondre à des besoins existants sur les marchés africains.

C'est là que commence le véritable travail de l'entrepreneur.

Une entreprise européenne qui fabrique un équipement d'élevage peut avoir besoin d'un représentant en Afrique. Une société spécialisée dans la nutrition animale peut rechercher un distributeur local. Un fabricant peut souhaiter mieux connaître les attentes des professionnels africains.

Dans chacun de ces cas, un espace de coopération existe. La distribution constitue ainsi l'une des pistes les plus évidentes. De nombreuses technologies peuvent avoir un intérêt pour les marchés africains, mais leur présence sur le terrain nécessite des acteurs capables d'assurer la commercialisation, l'accompagnement et le suivi des clients. L'entrepreneur local peut alors devenir un véritable relais.

Il connaît son marché. Il connaît les habitudes des professionnels. Il sait quelles régions présentent un potentiel et quels types de producteurs peuvent être intéressés.

Mais distribuer un équipement ne signifie pas simplement le vendre.

Il faut pouvoir expliquer son fonctionnement, assurer le suivi, répondre aux questions et, lorsque cela est nécessaire, organiser la maintenance.

Cette dimension du service peut devenir un avantage déterminant.

Une machine performante qui reste immobilisée pendant plusieurs semaines faute de technicien ou de pièce de rechange perd rapidement son intérêt économique.

C'est pourquoi le service après-vente doit être intégré dès le début dans toute



stratégie de partenariat.

La deuxième opportunité concerne le transfert de technologies.

L'enjeu n'est pas forcément d'envoyer une technologie complète d'un continent à l'autre. Il peut également s'agir de transférer un savoir-faire, une méthode de production, une compétence technique ou un modèle d'organisation. Cette approche peut permettre de renforcer progressivement les capacités locales.

Elle ouvre aussi la porte à des projets plus ambitieux : assemblage local, fabrication sous licence, adaptation d'équipements ou développement conjoint de nouvelles solutions.

Dans ce domaine, les entrepreneurs africains peuvent jouer un rôle essentiel.

Ils connaissent les contraintes du terrain et peuvent contribuer à adapter les technologies aux besoins réels des utilisateurs.

Car une innovation n'a de valeur que si elle peut être utilisée.

Un équipement destiné à une grande exploitation industrielle ne répondra pas forcément aux besoins d'un éleveur disposant d'une structure plus modeste.

Le coût, la consommation énergétique, la facilité d'utilisation, l'accès aux pièces détachées et les compétences disponibles doivent être pris en compte.

Cette nécessité d'adaptation peut justement devenir une opportunité entrepreneuriale.

Au lieu de simplement importer une solution, pourquoi ne pas travailler avec le fabricant pour l'adapter ?

Au lieu de vendre une machine, pourquoi ne pas proposer autour d'elle un service complet ?

Au lieu de distribuer un produit, pourquoi ne pas créer un réseau de techniciens formés ?

C'est dans cette logique que la formation prend toute son importance.

Le développement de l'élevage africain aura besoin de compétences.

Des techniciens capables d'entretenir les équipements. Des professionnels capables d'utiliser les outils numériques. Des spécialistes de la nutrition animale. Des responsables capables de gérer des unités modernes de production.

La formation peut donc devenir un secteur économique à part entière.

Elle peut être organisée en Afrique, mais également à travers des échanges avec les entreprises européennes, des stages, des formations techniques ou des programmes de transfert de compétences.

Le SPACE peut servir de point de départ à ce type de coopération.

Une entreprise rencontrée à Rennes peut devenir quelques mois plus tard partenaire d'un programme de formation en Afrique.

Une autre peut accompagner la création d'un centre technique.

Une troisième peut former des distributeurs ou des techniciens locaux.

Les possibilités sont nombreuses.

Il existe également une autre piste : la représentation commerciale.

Pour une entreprise européenne qui souhaite mieux connaître un marché africain, disposer d'un interlocuteur local peut constituer un atout.

Cet interlocuteur peut identifier les besoins, rechercher des clients, faciliter les démarches et accompagner les premières implantations.

L'entrepreneur africain devient alors plus qu'un commercial. Il devient un trait d'union entre deux environnements économiques. Cette position peut être particulièrement intéressante pour les membres de la diaspora.

Installés en Europe mais conservant des liens professionnels avec l'Afrique, certains entrepreneurs disposent d'une double connaissance qui peut faciliter

les échanges.

Ils connaissent les exigences du marché européen et comprennent les réalités du terrain africain.

Cette capacité à faire le lien peut représenter une véritable valeur économique. Mais il faut rester prudent.

Toutes les rencontres ne déboucheront pas sur un partenariat. Tous les produits présentés au SPACE ne trouveront pas nécessairement leur marché en Afrique. Avant d'investir, l'entrepreneur doit donc prendre le temps d'étudier le marché, les coûts, la réglementation, la concurrence, les besoins réels des utilisateurs et les capacités de financement. L'opportunité doit être vérifiée avant d'être transformée en investissement.

C'est également pour cette raison que les rencontres professionnelles sont importantes.

Elles permettent de poser des questions. De comparer, de négocier et d'identifier les bonnes personnes.

Et parfois de comprendre qu'une solution qui semblait intéressante ne correspond finalement pas aux besoins du terrain.

Cette capacité de sélection est essentielle.

L'Afrique n'a pas besoin d'importer toutes les innovations disponibles.

Elle a besoin de celles qui répondent à ses priorités.

Elle a surtout besoin d'entrepreneurs capables de transformer ces innovations en solutions accessibles et durables.

C'est là que se trouve peut-être l'une des grandes opportunités offertes par le SPACE.

Non pas simplement acheter ce qui existe, mais construire autour de ce qui existe c'est à dire, créer des entreprises de distribution, former des techniciens, développer des services, adapter des technologies et créer des partenariats.

Et, progressivement, produire davantage de solutions sur le continent.

Le salon de Rennes peut être le début de cette démarche.

La suite, elle, appartient aux entrepreneurs.

Devenir le relais local d'entreprises et de fabricants spécialisés.

Accompagner les entreprises européennes qui souhaitent développer leur présence en Afrique.

Adapter et diffuser des solutions répondant aux besoins des filières locales.

Développer les compétences techniques nécessaires à l'utilisation et à la maintenance des nouveaux équipements.

Construire autour des équipements un véritable écosystème local de services. Passer d'une relation commerciale ponctuelle à des collaborations durables.

La véritable opportunité pour les entrepreneurs africains n'est peut-être pas de devenir de simples importateurs de technologies. Elle consiste à créer autour de ces technologies des activités locales : distribution, formation, maintenance, adaptation, transformation et services.

QUAND L'INNOVATION REDESSINE L'ÉLEVAGE



Au SPACE 2026, l'innovation ne se résume plus aux grandes machines que l'on découvre dans les halls. Elle s'invite dans les bâtiments, dans l'alimentation, dans le suivi des animaux, dans la gestion des exploitations et jusque dans les décisions prises au quotidien par les éleveurs. Une transformation qui ouvre des perspectives pour l'Afrique, à condition de penser la technologie à partir des réalités du terrain.

Pendant longtemps, lorsqu'on parlait d'innovation dans l'élevage, on imaginait d'abord une machine.

Un tracteur plus puissant. Un équipement plus rapide. Une installation capable de réduire la pénibilité du travail. Ces dernières années, le paysage a profondément changé.

L'innovation est désormais partout.

Elle peut prendre la forme d'un robot, d'un capteur, d'un logiciel, d'une caméra ou d'un système capable de collecter et d'analyser des informations sur les animaux et les conditions d'élevage. Au SPACE, cette évolution est particulièrement visible.

Les professionnels viennent découvrir des équipements, mais aussi des solutions destinées à mieux suivre les animaux, à améliorer les performances, à économiser des ressources ou à faciliter certaines tâches.

Derrière cette évolution se trouve une transformation importante : l'élevage devient progressivement plus connecté. Les données prennent une place croissante.

Elles permettent de suivre une production, d'observer certains comportements des animaux, de mesurer des paramètres et d'aider l'éleveur à prendre des décisions.

L'intelligence artificielle vient également s'inscrire dans cette évolution. Son développement ouvre de nouvelles possibilités dans l'analyse des données, la surveillance et l'aide à la décision.

Mais il faut éviter une confusion. L'intelligence artificielle ne remplacera pas l'éleveur. Elle peut l'aider. Elle peut lui permettre de disposer plus rapidement d'informations ou de repérer certains éléments qu'il aurait été plus difficile d'identifier seul.

La décision reste cependant liée à l'expérience, à l'observation et à la connais-

sance du troupeau.

C'est cette combinaison entre l'humain et la technologie qui pourrait constituer l'un des visages de l'élevage de demain. La robotique participe également à cette transformation.

Elle peut contribuer à automatiser certaines tâches répétitives et à réduire la pénibilité du travail.

Dans un contexte où les exploitations doivent rechercher davantage d'efficacité, ces solutions présentent un intérêt évident.

Mais elles posent aussi une question fondamentale : sont-elles accessibles à tous ?

Cette question est particulièrement importante lorsqu'on regarde vers l'Afrique.

Les technologies développées pour les exploitations européennes ne peuvent pas être transposées automatiquement dans tous les systèmes africains.

Les tailles d'exploitation sont différentes. Les infrastructures ne sont pas toujours comparables. L'accès à l'électricité et à Internet peut varier fortement.

Le coût des équipements constitue également un élément déterminant.

Une innovation intéressante sur le papier peut donc devenir difficile à exploiter dans un environnement qui ne dispose pas des conditions nécessaires. C'est pourquoi l'Afrique doit regarder l'innovation avec intérêt, mais aussi avec pragmatisme.

Il ne s'agit pas de rechercher la technologie la plus sophistiquée.

Il faut rechercher celle qui répond à un problème précis.

Dans certaines situations, une solution numérique relativement simple peut être plus utile qu'un système complexe.

Dans d'autres, un équipement robuste et facile à entretenir peut avoir davantage

d'impact qu'une technologie très avancée mais difficile à maintenir localement.

Cette réflexion vaut également pour le machinisme.

La mécanisation peut contribuer à améliorer la productivité et à réduire certaines tâches physiques. Mais son efficacité dépend de son adaptation aux exploitations, de son coût et de la disponibilité des pièces détachées et des compétences nécessaires à sa maintenance.

L'innovation doit donc être accompagnée.

Accompagnée par la formation.

Accompagnée par des techniciens.

Accompagnée par des services de maintenance.

Accompagnée également par des modèles économiques qui permettent aux producteurs d'accéder aux équipements. C'est ici que les entreprises et les entrepreneurs africains peuvent jouer un rôle important.

Ils peuvent devenir distributeurs, formateurs, techniciens, intégrateurs ou partenaires des entreprises technologiques.

Ils peuvent aussi contribuer à adapter les solutions aux besoins locaux.

Cette dimension est essentielle.

Car l'innovation ne doit pas seulement être importée.

Elle doit progressivement être comprise, maîtrisée et, lorsque cela est possible, développée localement.

L'Afrique dispose déjà de nombreux jeunes ingénieurs, techniciens, entrepreneurs et chercheurs capables de participer à cette transformation.

Le défi consiste à créer les conditions permettant à ces compétences de travailler avec les entreprises et les centres de recherche.

Le secteur de la santé animale constitue

un autre domaine dans lequel l'innovation peut avoir un rôle important.

La prévention, le suivi des animaux et l'accès aux informations techniques peuvent contribuer à renforcer les performances des élevages.

Même logique pour l'alimentation animale.

Mieux connaître les besoins nutritionnels, améliorer les formulations et optimiser les ressources disponibles sont autant de leviers qui peuvent avoir des effets sur la productivité.

Mais là encore, la technologie ne doit jamais être dissociée du contexte.

Une solution doit être économiquement viable.

Elle doit être compréhensible par les utilisateurs.

Elle doit pouvoir être entretenue.

Et surtout, elle doit répondre à une véritable nécessité.

C'est probablement l'une des grandes leçons à retenir du SPACE.

Le futur de l'élevage ne sera pas simplement plus technologique.

Il devra être plus intelligent dans le choix des technologies.

Pour l'Afrique, cette nuance est essentielle.

Le continent n'a pas vocation à reproduire toutes les étapes de la modernisation européenne. Il peut aussi emprunter certains raccourcis, sélectionner les technologies les plus pertinentes et développer ses propres réponses.

Le numérique peut permettre de gagner du temps.

La robotique peut réduire certaines tâches. L'intelligence artificielle peut faciliter l'analyse. Le machinisme peut améliorer la productivité.

Mais aucune de ces technologies ne pourra remplacer les compétences humaines.

L'avenir de l'élevage africain dépendra donc autant des équipements que de la capacité à former ceux qui les utiliseront.

C'est finalement autour de cette idée que l'innovation prend tout son sens.

Pas comme une course à la technologie. Mais comme un outil au service de l'éleveur, de la production et de la sécurité alimentaire.

Analyser des données et apporter une aide à la décision.

Faciliter le suivi des élevages et la gestion des exploitations.

Automatiser certaines tâches et réduire leur pénibilité.

Améliorer l'efficacité du travail et la productivité.

Renforcer le suivi, la prévention et la surveillance.

Optimiser les ressources et mieux répondre aux besoins nutritionnels.

Croiser les données, organiser le travail et améliorer le pilotage.

Pour l'Afrique, le véritable enjeu ne sera pas d'importer toutes les innovations présentées dans les grands salons internationaux. Il sera de sélectionner celles qui répondent réellement aux besoins des producteurs, puis de créer autour d'elles les compétences, les services et les infrastructures nécessaires.



SPACE 2026



FÉLIX LEKE, UN TECHNICIEN CAMEROUNAIS DANS LES ALLÉES DU SPACE

Venu de Douala, le Secrétaire Régional de la CAPEF pour le Littoral a parcouru le salon de Rennes en homme de métier. Il est reparti avec des contacts, des idées, et une question posée aux organisateurs : pour-quoi pas un SPACE en Afrique ?

Parmi les visiteurs venus de loin à cette 40^e édition du Salon international de l'élevage, un Camerounais n'avait pas fait le déplacement pour le tourisme. Félix Leke est de ceux qui viennent à Rennes avec un projet en tête et l'intention de le faire avancer. Cadre technique du secteur agropastoral, il représente depuis septembre 2021 le Président de la Chambre d'Agriculture, des Pêches, de l'Élevage et des Forêts, Martin Paul Mindjos Momeny, dans la région du Littoral, depuis Douala.

Sa fonction de Secrétaire Régional le place à l'endroit où les idées rencontrent le terrain. Il facilite les investissements, valorise les filières agropastorales de sa région, coordonne des programmes de formation pour les éleveurs et les agriculteurs qui veulent moderniser leurs pratiques, et supervise le déploiement des initiatives d'appui technique de la Chambre. Avant la CAPEF, il avait coordonné la filière ananas du Projet de Développement des Chaînes de Valeurs Agricoles au Cameroun, puis dirigé de grandes exploitations agricoles à l'international. Un parcours de praticien, qui éclaire sa manière d'aborder un salon comme le SPACE.

Car la Chambre qu'il représente joue, auprès des entrepreneurs de l'élevage, un rôle de facilitateur et d'incubateur. Dans le Littoral, cela passe par l'appui technique aux éleveurs de bétail et de volaille, la structuration des coopératives, les conseils en alimentation ani-

male et en biosécurité des fermes. Cela passe aussi par l'aide à la commercialisation des produits vers les grands centres urbains, Douala en tête, et par des formations pratiques sur la création et la gestion rentable d'une ferme avicole, porcine ou de petits ruminants. Autant de sujets sur lesquels un salon de cette envergure a beaucoup à montrer.

À Rennes, Félix Leke a fait ce que l'on attend d'un technicien. Il est allé vers les acteurs du secteur, tous ceux qu'il pouvait rencontrer, et il a écouté, questionné, comparé. Un salon comme le SPACE réunit sur un même site ceux qui produisent, ceux qui équipent, ceux qui conseillent et ceux qui organisent. Pour un responsable chargé d'accompagner des éleveurs à des milliers de kilomètres, cette concentration de savoir-faire vaut plus qu'un long rapport.

Il ne s'est pas arrêté là. Il est aussi allé à la rencontre des organisateurs du salon, et c'est peut-être l'échange le plus prometteur de son séjour. Avec eux, il a évoqué la possibilité d'organiser un SPACE en Afrique. L'idée n'en est encore qu'au stade de la discussion, mais elle dit quelque chose de la manière dont il envisage son rôle : ne pas se contenter de rapporter des idées du salon, mais réfléchir à la façon de rapprocher le salon de ceux qui en ont le plus besoin.

Ce qui frappe, dans la démarche de Félix Leke, c'est sa cohérence. Un homme formé sur les exploitations, passé par une filière agricole structurée, aujourd'hui chargé d'appuyer les éleveurs d'une région entière, se rend là où se croisent les compétences du secteur,



et en rapporte à la fois des contacts et une proposition. À Douala, la Chambre du Littoral y trouvera de quoi nourrir ses programmes. Et si l'idée d'un SPACE africain devait un jour prendre corps, on

saura que la première graine a été semée dans les allées de Rennes, en septembre 2026, par un technicien venu du Cameroun.

Malick Sakho

FESTIVAL des LITTÉRATURES AFRICAINES à NANTES
11^{ème} Édition

Du 9 au 11 Octobre 2026
Salle de la Manufacture

3 Jours
pour voyager à travers les littératures africaines.

@festi_littafraicainesnantes
@brunch littéraire

brunchlitterairenantes@gmail.com
<https://feslian.com/>

FORUM INTERNATIONAL
FITDS
DES TERRITOIRES DURABLES ET SOLIDAIRES DU SÉNÉGAL

24 & 25 OCTOBRE 2026
BUSINESS FRANCE
77 Boulevard Saint-Jacques
75014 Paris - France

LA RENCONTRE DES COLLECTIVITÉS, INVESTISSEURS, PARTENAIRES ET DIASPORA POUR UN DÉVELOPPEMENT LOCAL DURABLE ET SOLIDAIRE

DES PROJETS CONCRETS
DES PARTENARIATS FORTS
UN IMPACT DURABLE

+33 7 58 63 47 16 / +33 6 23 59 72 76
contact@cabinet-ibc.com
www.cabinet-ibc.com

SYSPROM
IB CONSULTING

DOCTEUR NDÈYE KHADY FALL, EN IMMERSION AU CŒUR DE L'ÉLEVAGE DE DEMAIN



Du 15 au 17 septembre 2026, la ville de Rennes a vécu au rythme du SPACE, le salon international de l'élevage, rendez-vous incontournable pour tous ceux qui façonnent aujourd'hui l'avenir de l'agriculture et de l'élevage en Europe et au-delà. Pour cette 40e édition, la présence sénégalaise s'est distinguée par la venue du docteur Ndèye Khady Fall, coordinatrice adjointe du Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest, plus connu sous son acronyme FSRP, un programme dont l'ambition est de renforcer la capacité des producteurs et des éleveurs sénégalais à faire face aux défis alimentaires et climatiques.



Le docteur Fall n'était pas une simple visiteuse venue observer de loin ce grand rassemblement professionnel. Sa présence répondait à une mission précise, celle d'accompagner l'interprofession avicole sénégalaise dans sa découverte des innovations qui redessinent aujourd'hui le secteur de l'élevage à l'échelle mondiale. Entre les nouveaux équipements dédiés à l'industrialisation des filières animales, les technologies de pointe présentées par les exposants et les échanges d'expertise entre professionnels venus des quatre coins du globe, le salon offrait un panorama complet des outils capables de transformer durablement la production avicole au Sénégal. Pour une filière encore en quête de modernisation, ces rencontres représentent bien plus qu'une simple vitrine, elles ouvrent la voie à

des collaborations concrètes et à des transferts de savoir-faire susceptibles d'accélérer la structuration du secteur.

Nourrir de nouvelles formes de coopération

Mais le passage du docteur Fall à Rennes ne s'est pas limité à cette seule filière avicole. Tout au long du salon, elle a multiplié les rencontres avec les représentants des interprofessions bovine, ovine et laitière, tissant ainsi des liens qui pourraient, à terme, nourrir de nouvelles formes de coopération. Ces échanges s'inscrivent pleinement dans les missions qu'elle porte au quotidien au sein du FSRP, un programme qui œuvre à la sécurisation des pâturages, à l'aménagement pastoral et au développement de l'agriculture communautaire dans des zones stratégiques comme Louga, Tambacounda ou Keur Momar Sarr. Voir de près comment d'autres pays organisent et structurent leurs filières d'élevage constitue, pour une coordina-

gal.

Au fil des allées du salon, le docteur Fall a également croisé la route de compatriotes sénégalais venus, eux aussi, prendre le pouls de cette grande messe de l'élevage. Avec eux, les discussions ont naturellement glissé vers les questions de financement, sujet central pour qui-conque porte un projet agricole ou pastoral. Ces échanges informels, souvent les plus riches et les plus sincères, ont permis d'évoquer concrètement les modalités d'accès aux financements à coûts partagés que supervise le FSRP, un dispositif pensé pour aider les producteurs et les transformateurs locaux à franchir un cap décisif dans le développement de leur activité. Ce sont précisément ces moments d'échange informel, loin des discours officiels, qui permettent de mesurer les besoins réels du terrain et d'ajuster l'accompagnement offert aux populations rurales.

Le SPACE de Rennes n'est donc pas qu'une simple vitrine technologique réservée aux professionnels européens. Il devient, pour des figures comme le docteur Ndèye Khady Fall, un véritable espace de veille et de mise en réseau où se dessinent les partenariats de demain. Entre l'observation attentive des innovations, les rencontres interprofessionnelles et les discussions avec la diaspora sénégalaise présente sur place, cette 40e édition aura permis de renforcer un peu plus les passerelles entre le Sénégal et les acteurs européens de l'élevage. Et si les retombées concrètes de ce déplacement restent à mesurer dans les mois qui viennent, une chose est certaine, c'est que la voix du Sénégal, portée avec conviction par le docteur Fall, aura été entendue sur l'une des plus grandes scènes agricoles du continent européen

Malick sakho

trice engagée dans la résilience alimentaire, une source précieuse d'inspiration et de comparaison, susceptible d'éclairer les choix futurs du programme au Séné-

FSRP SÉNÉGAL : La résilience au service de la souveraineté alimentaire

Face aux effets du changement climatique, aux crises alimentaires et aux défis liés à la production agricole, le Programme de Résilience du Système Alimentaire (FSRP) au Sénégal accompagne la transformation durable des systèmes alimentaires.

Son ambition : renforcer la sécurité alimentaire du pays tout en consolidant les capacités des producteurs et des acteurs des chaînes de valeur à faire face aux différentes crises. Déployé à travers le territoire national, le FSRP intervient auprès des producteurs, éleveurs, organisations professionnelles, entrepreneurs et autres acteurs du secteur agroalimentaire. Le programme favorise l'accès aux innovations, aux technologies et aux services agroclimatiques afin de permettre aux acteurs ruraux de mieux anticiper les risques et d'adapter leurs pratiques aux nouvelles réalités climatiques. Ses interventions encouragent notamment l'adoption de pratiques agricoles plus résilientes, l'amélioration de la productivité, le développement des chaînes de valeur et le renforcement des échanges et des marchés alimentaires. L'objectif est de créer des systèmes de production plus performants, capables de garantir une alimentation disponible, accessible et durable.

À travers ses mécanismes d'appui et de financement, le FSRP contribue également à stimuler l'investissement et l'entrepreneuriat, notamment chez les jeunes et les femmes. Ces initiatives participent à la création d'activités économiques et à la valorisation des potentialités agricoles et pastorales du Sénégal.

En misant sur l'innovation, l'investissement et la résilience, le FSRP accompagne ainsi une nouvelle dynamique pour le secteur agroalimentaire sénégalais : une agriculture plus productive, plus durable et davantage capable de répondre aux besoins du pays. Une contribution concrète à la construction d'une souveraineté alimentaire durable et à la résilience des communautés face aux défis de demain.

Le SPACE, vu d'Inde

L'international fait partie de l'ADN du SPACE. Des journalistes des quatre coins de la planète font chaque année le déplacement pour couvrir le salon et porter l'élevage français bien au-delà de Rennes. Shashank Purohit, journaliste pour Hind Poultry, vient ainsi d'Inde au SPACE depuis 2016. Son média compte 65 à 70 % de lecteurs indiens, mais rayonne aussi au Vietnam, aux Philippines, au Népal et en Asie du Sud-Est. De l'élevage français, il retient d'abord l'exigence de qualité. "Les éleveurs français recherchent avant tout des produits de qualité. Le prix compte, mais la qualité prime." Au fil de ses visites, il voit aussi les préoccupations se rapprocher : coût de l'alimentation et des intrants, pression économique ou climat. "Les éleveurs français rencontrent finalement les mêmes difficultés que les éleveurs asiatiques." Un regard venu de loin qui rappelle aussi combien les défis de l'élevage dépassent aujourd'hui les frontières.



FISA Maroc : l'expérience d'une filière structurée

Depuis sa création en 1995, la Fédération Interprofessionnelle du Secteur Avicole au Maroc (FISA) accompagne la structuration et la modernisation de l'aviculture marocaine. Elle représente les principaux métiers de la filière et constitue aujourd'hui un acteur important du développement avicole au Maroc.

La FISA regroupe notamment les professionnels de la production d'aliments, de l'accoupage, de la production de viandes de volailles, des œufs de consommation et de l'abattage industriel.

Ses missions portent sur la représentation des professionnels, la formation, l'amélioration des pratiques, la qualité des productions et le développement de la filière. À travers son centre de formation AVIPOLE Casablanca, elle participe également au renforcement des

compétences des professionnels.

La FISA joue par ailleurs un rôle dans la coopération avec les pays africains. Des professionnels du continent ont notamment bénéficié de formations et d'échanges d'expériences au Maroc. Cette dynamique a contribué au rapprochement des organisations professionnelles africaines et à la création de la CADA en 2023.

La Fédération organise également Dawajine, le Salon Avicole de Casablanca, devenu un rendez-vous professionnel consacré aux acteurs, technologies et innovations du secteur.

À travers son expérience, la FISA illustre l'importance de la structuration professionnelle, de la formation et de la coopération pour accompagner le développement d'une aviculture africaine plus moderne et plus performante.

CADA : fédérer l'aviculture africaine

Créée en 2023 à Meknès, au Maroc, la Confédération des Organisations Africaines pour le Développement de l'Aviculture (CADA) veut renforcer la coopération entre les professionnels africains et contribuer à la structuration d'une filière avicole plus moderne et plus performante.

La CADA est née de la volonté de plusieurs organisations professionnelles africaines de travailler ensemble autour des principaux enjeux du secteur : production, formation, santé animale, qualité, organisation des filières et échanges d'expériences.

Son ambition est de favoriser le développement d'écosystèmes avicoles solides dans les différents pays africains, tout en facilitant les partenariats entre professionnels. La formation et le partage de savoir-faire occupent une place importante dans cette démarche.

L'aviculture représente également un enjeu majeur pour la sécurité et la souveraineté alimentaires du continent. Elle contribue à l'approvisionnement en protéines animales, mais aussi à la création d'emplois dans l'élevage, l'alimentation animale, les couvoirs, la transformation, le transport et la commercialisation.

À travers ses actions et ses rencontres professionnelles, la CADA entend ainsi créer davantage de passerelles entre les acteurs africains et accompagner la transformation des filières.

Son objectif : faire émerger une aviculture africaine mieux organisée, compétitive et durable, capable de répondre aux besoins croissants des populations et de participer au développement économique du continent.

DES SOLUTIONS FRANÇAISES POUR LES ÉLEVAGES IVOIRIENS



Ils sont quinze producteurs de volailles ivoiriens à avoir fait le déplacement au SPACE. À la tête d'élevages allant de 10 000 à 120 000 volailles, les membres de la coopérative CAVICI sont venus chercher des réponses très concrètes.

« Certaines problématiques ont déjà été rencontrées ici et des solutions existent pour nos élevages », explique Fofana Sindou, son président, fidèle du salon depuis 2018.

Santé animale, biosécurité, nutrition : la délégation rencontre des entreprises françaises avec l'objectif d'améliorer les programmes en cours, de nouer de nouveaux partenariats et de développer des achats groupés.

Autre enjeu : sécuriser l'approvisionnement en poussins pour répondre au pic de consommation entre juillet et décembre. Le séjour se prolonge aussi dans des élevages français. L'occasion d'observer d'autres façons de travailler, d'échanger entre éleveurs et de repartir avec des solutions à adapter en Côte d'Ivoire.



ASTOU SAKHO, LA DAME DE FER AU CŒUR TENDRE



Il y a des phrases qui en disent plus long qu'un programme électoral. Celle d'Astou Sakho tient en une seule respiration : si l'on investissait à Kédougou la même somme qu'à Diamniadio, la région se développerait. On pourrait n'y voir qu'une formule bien tournée, un slogan de plus dans le grand bruit de la politique sénégalaise. Mais à l'entendre de sa bouche, portée par cette voix qui ne tremble jamais devant une caméra, on comprend vite qu'elle n'a jamais appris à parler pour ne rien dire. Chez elle, chaque mot pèse le poids d'une région qu'elle refuse de voir oubliée.

K

édougou, c'est sa terre, son point de départ et son horizon. Une région gorgée d'or sous ses col-

lines, et pourtant si pauvre en attention de la part de ceux qui décident loin d'elle. C'est de ce contraste, presque une injustice géographique, qu'est né l'engagement d'Astou Sakho. Devenue chargée de mission auprès du secteur de l'orpillage, elle a choisi de ne pas détourner le regard des zones d'extraction

où des jeunes filles, trop souvent, travaillent au lieu d'apprendre. À travers la Journée Internationale de la Femme Africaine et le mouvement Dafadog, elle a porté cette cause devant l'opinion, avec la conviction tranquille de celles qui savent que le silence protège rarement les plus faibles.

Mais on la comprend surtout en la regardant marcher. Car Astou Sakho n'est pas de celles qui restent derrière un micro. À la tête de son mouvement, Action pour le Développement du Sénégal, connu localement sous le nom d'Ande Tawaw Sunu Rew, on la retrouve au

cœur des quartiers, à Dinguessou comme ailleurs, entourée de femmes drapées de jaune et d'orange qui reprennent en chœur son nom sur des banderoles. Ce sont ces images qui racontent le mieux qui elle est : une présidente qui préfère la poussière des rues à la moquette des bureaux, et qui semble puiser son énergie dans le contact direct avec ceux qu'elle défend.

Cette proximité avec les siens a pris tout son sens le jour où elle a porté, avec le Réseau National des Femmes Engagées de Kédougou, un vaste camp de cataracte à l'hôpital régional Amath Danso-

kho. Plus de mille personnes reçues, deux cents opérées de la cataracte, une vingtaine soignées en chirurgie plastique, et jusqu'à cent cinquante repas servis chaque jour à des malades venus parfois de très loin. Rien de tout cela ne s'improvise. Il a fallu convaincre, fédérer, faire dialoguer des partenaires aussi différents qu'Azul en Action d'Espagne, OSIWA, le ministère des Mines et de la Géologie, le groupe SGO ou encore ONU Femmes. Un travail de couturière plus que de politicienne, où chaque fil tenu à la main finit par former un tissu solide au service d'une population qui a longtemps attendu qu'on s'occupe d'elle.

Son sens du don ne s'arrête pas aux portes de l'hôpital. Chaque année, elle offre à des dizaines d'enfants de Kédougou des journées de circoncision gratuite, organisées avec le district sanitaire de la ville, comme un rituel de générosité désormais attendu par les familles. C'est sans doute cette constance dans le geste, cette manière de revenir année après année là où d'autres se contentent d'un passage médiatique, qui lui a valu ce surnom qu'on murmure avec tendresse à Kédougou : la dame de fer. Un surnom presque paradoxal pour une femme que ses proches décrivent avant tout comme forte et passionnée, intelligente et affectueuse, et toujours, disent-ils, le sourire aux lèvres.

Le ballon rond n'échappe pas non plus à sa générosité. Marraine de l'ASC Guestu Kmf et de la toute première Super Ligue de Kédougou, elle met la main à la poche pour que les jeunes footballeurs de sa région puissent rêver un peu plus grand. Sur les réseaux sociaux, les messages de remerciement se ressemblent tous, comme un même chœur reconnaissant : merci, disent les clubs, à cette femme brave, toujours au service de la population.

C'est cette énergie de terrain, patiemment construite au fil des années, qui l'a conduite tout naturellement vers l'arène politique. En 2022, elle s'est présentée à la mairie de Kédougou sous un slogan qui lui ressemble, s'engager pour changer, portée par l'ambition de voir sa ville cesser d'être perçue comme une lointaine banlieue sans âme pour devenir enfin une commune fière de ses richesses et de sa jeunesse. Invitée récurrente des plateaux de télévision, de la 2STV à Lamp Fall TV, elle y défend toujours le même fil rouge, celui d'une cohésion sociale portée par les femmes, et d'une région qui reprend enfin sa juste place dans le récit du développement sénégalais.

Des mines d'or aux couloirs d'hôpital, des ruelles de Dinguessou aux plateaux de télévision, Astou Sakho compose, sans jamais forcer le trait, le portrait d'une femme entière.

Une femme dont l'engagement ne connaît ni pause ni saison, et qui rappelle, à sa manière discrète et tenace, que le développement d'une région commence souvent par une seule personne qui refuse de baisser les bras.

Malick Sakho

KHADIJA DIENG, QUAND LA MUSIQUE DEVIENT UNE HISTOIRE DE FAMILLE, DE SCÈNE ET DE TRANSMISSION

Il y a des vocations que l'on choisit. Et puis il y a celles qui arrivent dans une vie bien avant que l'on soit en âge de les nommer. Pour Khadija Dieng, la musique appartient à cette seconde histoire. Elle était déjà présente dans son enfance, installée dans le quotidien familial, portée par les instruments, les répétitions et les activités de son père, Safihou Dieng.

Sergent chef et musicien principal des Forces armées, son père jouait au sein de l'ASFA Orchestra. La musique faisait donc partie de l'environnement dans lequel Khadija a grandi. Elle l'entendait, la regardait vivre autour d'elle, sans forcément savoir qu'elle finirait un jour par en faire son propre langage.



A quinze ans, elle prend place derrière un piano. Le choix de l'instrument va progressivement changer son rapport à la musique. Le piano devient son territoire d'expression, un endroit où elle peut chercher, essayer, écouter et surtout traduire ce qu'elle porte en elle. À ce moment-là, il n'est pas encore question de construire une carrière. Il y a simplement une jeune fille qui découvre qu'un instrument peut devenir une voix. Le chemin se fera ensuite par les rencontres et par le travail.

Khadija accompagne Pape Niang, Korka Dieng, Chromatic Band et d'autres formations. Elle se produit au Sénégal et dans les pays voisins. Chaque expérience ajoute une pierre à son apprentissage. Elle découvre des artistes, des sensibilités et des univers musicaux différents. Elle apprend surtout que la scène ne laisse guère de place à l'improvisation lorsqu'il s'agit de travailler en groupe. Il faut écouter,

comprendre, s'adapter, respecter la partition de l'autre et savoir trouver la sienne.

C'est dans cette pratique progressive que se construit la musicienne. Son parcours prend une autre dimension en 2018 lorsqu'elle rejoint Jigeeen Ni. Le nom signifie « les femmes » en wolof. Le projet, initié par le producteur Samba Diaité, donne naissance au premier orchestre exclusivement féminin du Sénégal.

La démarche est singulière. Car si les femmes ont depuis longtemps occupé une place importante dans la musique sénégalaise, leur présence derrière certains instruments demeure beaucoup moins visible. Jigeeen Ni vient déplacer cette image. Cinq femmes réunies autour de la batterie, de la basse, des percussions, du chant et du piano décident de prendre collectivement possession de leur espace musical.

Khadija Dieng y tient les claviers et assure la direction musicale.

Le groupe ne se contente pas d'interpréter. Les musiciennes composent, écrivent leurs arrangements et construisent leur répertoire en allant chercher dans

plusieurs univers. Les rythmes du Sénégal côtoient la musique mandingue, le jazz, l'afrobeat, le reggae et le mbalax. Cette ouverture fait partie de leur démarche et donne à leur travail une identité nourrie à la fois par les racines et par les influences rencontrées au fil des parcours.

En 2021, Jigeeen Ni sort son premier album. L'aventure prend ensuite une dimension internationale avec des déplacements en Europe et une résidence artistique en France.

Pour Khadija, cette expérience collective représente une nouvelle école.

Car diriger un orchestre ne consiste pas seulement à connaître la musique. Il faut apprendre à faire travailler ensemble des personnalités, des sensibilités et des façons différentes d'aborder une même œuvre. Il faut savoir écouter et décider. Donner une direction sans étouffer les autres. Trouver l'équilibre entre la rigueur nécessaire au travail musical et la liberté indispensable à la création.

C'est aussi ce que Jigeeen Ni lui apprend. La scène devient un espace où la solidarité n'est pas un mot mais une nécessité. Une musicienne doit pouvoir compter sur celles qui l'accompagnent. Une erreur se rattrape ensemble. Une idée musicale se construit à plusieurs. Un concert réussi est rarement l'œuvre d'une seule personne.

Cette dimension collective transforme aussi son regard sur le métier.

Mais si la scène occupe une place importante dans son parcours, Khadija Dieng ne souhaite pas garder la musique pour elle. Très tôt, une autre dimension apparaît : celle de la transmission.

Avec Dikh'Art Music School, qu'elle a fondée, elle choisit de partager ses connaissances avec des enfants et des adultes. Elle anime également des ateliers dans des écoles au Sénégal. Son ambition est simple dans son principe, mais importante dans sa portée : permettre à davantage de personnes d'avoir accès à la musique.

Car tout le monde ne grandit pas dans une famille de musiciens. Tout le monde n'a pas un piano à proximité. Tout le monde ne rencontre pas spontanément un professeur ou un instrument. L'enseignement devient alors pour elle une manière de réduire cette distance.

Certains ateliers prennent une dimension particulière lorsqu'ils sont menés auprès d'enfants en situation de handicap.

Dans ces rencontres, la musique n'est plus seulement une matière que l'on apprend. Elle devient un moyen de communiquer, de s'exprimer et parfois de trouver une autre façon d'occuper sa place.

Cette relation avec les enfants donne un autre sens à son parcours. Ce que Khadija a reçu, elle cherche à son tour à le rendre accessible.

La transmission concerne aussi les jeunes filles.

Son propre parcours constitue, à cet égard, un exemple concret. Être pianiste, chanteuse, compositrice et directrice musicale dans un environnement où certains instruments ont longtemps été davantage associés aux hommes suppose de prendre sa place et de la défendre par le travail. Elle souhaite que d'autres jeunes filles puissent, elles aussi, se sentir légitimes derrière un instrument, dans un studio, sur une scène ou à la tête d'un projet musical.

Cette volonté de transmettre rejoint finalement l'histoire par laquelle tout a commencé.

Khadija a reçu la musique de sa famille. Elle l'a ensuite confrontée à ses propres expériences, aux artistes rencontrés, aux scènes parcourues et aux différentes influences musicales croisées au fil de son parcours. Aujourd'hui, elle la transmet à son tour.

Entre ces deux moments, il y a eu des années de travail.

Et c'est peut-être ce qui caractérise le mieux son parcours. Rien ne semble avoir été construit dans la précipitation. Il n'y a pas seulement la lumière des scènes ou le prestige des projets. Il y a les heures d'apprentissage, les répétitions, les collaborations, les déplacements, les cours et les ateliers. Il y a surtout cette fidélité à un instrument découvert à quinze ans et devenu, avec le temps, beaucoup plus qu'un outil de travail.

À la musique s'ajoutent désormais la photographie et la vidéo artistique. Deux univers qui lui permettent d'explorer autrement la création et le regard. Après avoir appris à raconter avec les sons, elle s'intéresse aussi à ce que l'image peut dire.

Son parcours dessine ainsi une artiste aux multiples facettes, mais dont le fil conducteur reste étonnamment constant. Créer. Jouer. Diriger. Apprendre. Transmettre.

La musique, chez Khadija Dieng, est à la fois un héritage et une responsabilité. Un héritage parce qu'elle vient d'une famille où elle était déjà présente. Une responsabilité parce qu'elle considère désormais qu'elle doit circuler, passer d'une génération à l'autre et rester accessible à ceux qui veulent la découvrir. Son père lui avait ouvert la porte.

Elle a ensuite trouvé son propre chemin. Et aujourd'hui, à son tour, elle ouvre cette porte à d'autres.

Peut-être qu'au détour d'un atelier, d'une répétition ou d'un concert, une jeune fille observe attentivement ses gestes derrière un clavier. Peut-être qu'elle ne sait pas encore ce qu'elle fera demain. Mais elle voit une femme prendre sa place dans la musique, créer, diriger et transmettre.

Parfois, une vocation commence simplement par une image.

Celle d'une femme derrière un piano.

MAGUETTE NDIAYE, LE COURAGE TRANQUILLE D'UNE FEMME QUI TRANSFORME SES CONVICTIONS EN RÉUSSITE

Il y a des réussites qui se mesurent à la taille d'une entreprise, au chiffre d'affaires ou à la notoriété d'une marque. Et puis il y a celles qui racontent quelque chose de plus profond. Une histoire de courage, de patience, de transmission et de fidélité à ses convictions. Le parcours de Maguette Ndiaye appartient à cette deuxième catégorie.



Cette Sénégalaise installée en Suède vient de franchir une étape exceptionnelle en étant désignée

« Meilleure entrepreneure de Suède 2026 » dans le cadre du concours Sveriges Bästa Företagare. Une distinction qui prend une résonance particulière lorsqu'on regarde le chemin parcouru pour arriver jusque-là. Car derrière le trophée et les applaudissements, il y a surtout une femme qui a construit son projet avec ses propres moyens, sans prêt ni subvention, tout en continuant à travailler dans le secteur des soins. Son histoire n'est donc pas celle d'une réussite arrivée par hasard. Elle est celle d'une femme qui a accepté de commencer petit, de travailler beaucoup et de croire en une idée avant que les autres ne la reconnaissent.

Cette idée porte aujourd'hui un nom : Afia Organic.

À travers cette marque de soins naturels, Maguette Ndiaye a choisi de faire dialoguer deux univers que l'on oppose parfois à tort : l'exigence du marché nordique et la richesse des savoir-faire africains. Son entreprise propose des produits de beauté naturels qui s'appuient notamment sur des matières premières comme le beurre de karité, l'huile de baobab ou encore le moringa. Mais derrière chaque produit, il y a une histoire qui dépasse largement celle d'un simple cosmétique.

Il y a surtout des femmes

Afia Organic travaille avec une coopérative féminine au Burkina Faso qui compte environ 700 femmes. La production artisanale devient ainsi un moyen de créer de la valeur localement, mais aussi de renforcer l'autonomie économique de celles qui participent à l'aventure. Une partie de la philosophie de Maguette Ndiaye tient précisément dans cette volonté de ne pas construire sa réussite seule.

C'est peut-être là que se trouve la véritable singularité de son parcours. Elle n'a pas simplement voulu importer une image de l'Afrique en Europe. Elle a cherché à créer un lien économique concret entre les deux continents. Une marque née en Suède, inspirée par des richesses africaines et construite avec des femmes du Burkina Faso. Une passerelle entre un marché européen et des communautés qui veulent elles aussi participer à la création de leur propre avenir.

Cette dimension sociale n'est d'ailleurs pas passée inaperçue. Le jury de Bokio, qui organisait le concours, a précisément salué la capacité de Maguette Ndiaye à associer développement commercial, durabilité et impact social. Le vote du public a également joué un rôle important dans son sacre : près de 2 000 voix sur plus de 10 000 suffrages exprimés dans sa catégorie sont allées à Afia Organic.

Le courage de continuer, de rêver plus grand et de franchir de nouvelles étapes

Mais ce qui impressionne peut-être le plus dans son histoire, c'est la manière dont elle a avancé.

Elle aurait pu attendre d'avoir les moyens, les investisseurs ou les conditions idéales. Elle a fait autrement. Elle a commencé avec ce qu'elle avait, tout en conservant son activité professionnelle dans le secteur des soins. Elle a appris, persévéré, construit progressivement son réseau et donné corps à une vision qui, au départ, ne devait certainement pas être évidente à imposer dans un environnement aussi concurrentiel.

Cette capacité à avancer malgré les contraintes révèle une personnalité. Celle d'une femme qui ne semble pas avoir besoin de faire beaucoup de bruit pour laisser une trace.

En Suède, son engagement ne s'arrête d'ailleurs pas à Afia Organic. À Bandhagen, elle contribue également à créer des espaces permettant à d'autres entrepreneurs de se rencontrer, de partager leurs expériences et de donner davantage de visibilité à leurs projets. Là encore, le même fil conducteur apparaît : réussir, oui, mais sans fermer la porte derrière soi.

Son prix de 20 000 couronnes suédoises aurait pu être consacré à une récompense personnelle. Maguette Ndiaye a choisi de le réinvestir dans son entreprise, notamment pour améliorer ses locaux et son espace de stockage. Ce choix dit beaucoup de son état d'esprit. Chez elle, la reconnaissance n'est pas une arrivée. Elle devient un nouveau départ.

« Ça fait vraiment très plaisir de gagner. Cela me donne le courage de continuer, de rêver plus grand et de franchir de nouvelles étapes », a-t-elle confié après sa victoire. Une phrase simple, mais qui résume assez bien son parcours. Car derrière cette distinction se trouve une femme qui semble encore regarder devant elle plutôt que derrière.

Maguette Ndiaye représente ainsi une



certaine idée de la diaspora africaine. Celle qui ne se contente pas de réussir ailleurs, mais qui cherche à créer des passerelles avec le continent. Celle qui transforme une expérience d'immigration en ouverture vers de nouvelles possibilités. Celle qui comprend que l'entrepreneuriat peut être à la fois une affaire de marché et une affaire humaine.

Son parcours est également un message adressé aux femmes qui hésitent encore à se lancer. Il rappelle qu'il n'est pas toujours nécessaire de disposer de moyens considérables pour commencer. Il faut parfois simplement une idée, beaucoup de travail et cette capacité rare à continuer lorsque les résultats tardent à arriver.

Aujourd'hui, le nom de Maguette Ndiaye résonne dans le paysage entrepreneurial suédois. Mais sa réussite ne se limite pas à la Suède. Elle raconte une histoire africaine qui traverse les frontières. Celle d'une femme qui a pris des ressources, des savoir-faire et une vision venus d'Afrique pour les inscrire dans un projet international, tout en créant des opportunités pour d'autres femmes.

Il serait donc réducteur de voir en elle uniquement la « Meilleure entrepreneure de Suède 2026 ». Le trophée est important, bien sûr. Il vient confirmer que son travail a été reconnu par le public et par un jury. Mais il ne raconte qu'une partie de l'histoire.

L'autre partie est beaucoup plus intime. C'est celle d'une femme qui a choisi de croire en son projet avant que celui-ci ne devienne une évidence pour les autres. Une femme qui travaille, qui entreprend, qui transmet et qui avance avec cette ambition simple mais puissante : faire grandir son entreprise sans perdre le sens qui l'a fait naître.

Et peut-être est-ce précisément cela, la plus belle réussite de Maguette Ndiaye. Avoir réussi à transformer une ambition personnelle en une aventure collective, et à faire de son parcours non seulement une histoire de réussite, mais une histoire de femmes, de dignité, de travail et de liens entre les continents.

Malick Sakho

Pour plus d'informations, visiter le site afiaorganic.com ou la contacter à l'adresse mail : info@afiaorganic.com

SARAN CISSOKO, L'EXPERTE QUI TRAQUE L'ARGENT DES ARTISTES

Consultante en direction artistique et PDG de Kumbati, Saran Cissoko s'est fait entendre en août sur la précarité des légendes de la musique africaine, dans le sillage de l'affaire Maciré Sylla. Tout est parti des douze albums de sa mère, la chanteuse Sayon Camara, dont elle a repris le catalogue en main. Portrait d'une spécialiste des droits d'auteur qui veut que la gloire cesse de finir dans le dénuement.



Elle a commencé par douze albums. Ceux de sa mère, la chanteuse Sayon Camara, dont

Saran Cissoko se lance à récupérer le catalogue. Il n'existe pas de mode d'emploi pour remonter la trace d'une chanson. Il faut retrouver les contrats, identifier qui exploite quoi, comprendre où va l'argent et pourquoi il n'arrive pas. Elle apprend sur le tas, sur un terrain où les archives dorment et où les interlocuteurs d'hier ont disparu. De cette épreuve familiale naît une vocation : aider d'autres artistes à saisir leurs droits, à lire leurs revenus, à piloter leur carrière.

Aujourd'hui, depuis Dakar, elle est consultante en direction artistique, spécialiste de la gestion des droits et des revenus des artistes, et PDG de Kumbati. En août 2026, l'affaire Maciré Sylla rouvre une plaie que l'Afrique de l'Ouest connaît trop bien, celle des voix célèbres qui finissent sans ressources. De Sene-web au Soleil, du Quotidien à Teranga Times, de Senegal7 à Kirinapost, puis dans les pages de New African, la presse lui tend le micro. Elle s'en sert pour expliquer.

Le paradoxe est cruel, dit-elle : des décennies de scènes enflammées, des tubes fredonnés par des générations, et au bout, le vide. Elle en décrit la mécanique avec la précision de quelqu'un qui a les mains dans les dossiers. Des adresses qui ne répondent plus. Des contrats égarés. Des entreprises rebaptisées ou disparues. Des distributeurs qui cessent d'envoyer leurs relevés. Des paiements interrompus pour des « problèmes techniques » que personne ne règle jamais. Des contrats rédigés dans une langue si compliquée que l'artiste, souvent seul et débutant, n'en mesure la portée que des années plus tard. Recouvrer après coup demande bien plus d'efforts que de surveiller dès le premier jour.

Elle a aussi des chiffres pour donner l'échelle. Selon le rapport 2025 de la CISAC, qu'elle cite, 13,97 milliards d'euros ont été reversés aux créateurs dans le monde en 2024, en hausse de 14,2 %. L'Afrique en a reçu 90 millions, moins d'un pour cent du total. Le continent chante beaucoup, il encaisse peu.

Pour autant, elle refuse d'en faire un problème de vieux artistes. La nouvelle génération cumule vues, streams et concerts à guichets fermés, et touche très peu de ce que sa musique génère. Le succès d'écoute et le succès économique, rappelle-t-elle, sont deux choses distinctes. D'un côté, des catalogues anciens mal suivis. De l'autre, des titres viraux dont les métadonnées n'ont jamais été correctement renseignées. Deux générations, la même fuite.

Elle ne ménage personne, pas même les artistes. Un contrat signé puis oublié, une chanson mise en ligne sans les bonnes informations, un manager remplacé sans transmission des accès, des relevés que nul ne réclame : chacun porte sa part de responsabilité. La solidarité, précieuse dans l'urgence, ne remplace pas une vraie protection juridique et financière. Se renseigner sur ses droits, avec l'appui de professionnels compétents, a cessé d'être une option. Sa réponse est collective : bâtir « une chaîne transparente et accessible » où artistes, managers, producteurs, distributeurs, sociétés de gestion collective, juristes et pouvoirs publics rendent enfin des comptes.

L'OMPI accompagne déjà plusieurs institutions africaines dans cette voie, rappelle-t-elle.

Son chantier du moment porte sur les catalogues de plusieurs artistes africains connus, un travail de fourmi qui ressemble à celui des douze albums de Sayon Camara. Ceux-là lui ont appris qu'une chanson ne s'arrête pas au dernier accord. Elle continue de circuler, de rapporter ou de se perdre. Saran Cissoko a choisi de la suivre jusqu'au bout.

Malick Sakho



DIASPORAS AFRICAINES EN FRANCE, REJOIGNEZ LA CFTC !

S'ENGAGER POUR UN TRAVAIL DIGNE ET HUMAIN



VOS DROITS
DÉFENDUS



UN ACCOMPAGNEMENT
AU QUOTIDIEN



INSERTION
PROFESSIONNELLE



SOLIDARITÉ
ET ÉCOUTE



ENSEMBLE
POUR L'AVENIR



LA CFTC, À VOS CÔTÉS !

POUR UN AVENIR
MEILLEUR, ENSEMBLE !



TOUS
SECTEURS



TOUS
STATUTS



SOLIDAIRE
ET INDÉPENDANT



PROCHE
DE VOUS



www.cftc.fr



NOUVEAUX TARIFS

à partir de

1,80€

**Vers les Mobile Wallets
au Sénégal**

Sadio Mané
Ambassadeur Ria



wave



Orange
Money

free

Frais à partir de 1,80€ pour les transferts vers un portefeuille mobile au Sénégal. Conditions et grille tarifaire disponibles en points de vente.

ALY BABA FAYE ET TAMSIR OUSMANE BA : DEUX BAOBABS SONT TOMBÉS

Is ne se connaissaient peut-être pas de leur vivant de la même manière que nous les connaissons aujourd'hui, réunis dans le deuil. Mais Aly Baba Faye et Tamsir Ousmane Ba avaient en commun ce qui ne s'achète ni ne s'enseigne : le sens du devoir envers les siens, loin du pays natal. L'un a bâti des ponts jusqu'au sommet de l'État italien. L'autre a tenu, pierre après pierre, les fondations d'une communauté dans le Nord de la péninsule. Tous deux sont partis en un mois de septembre l'un en 2023, l'autre en 2024 et tous deux laissent derrière eux un vide que ni les hommages ni le temps ne comblent tout à fait.

Il y a des noms qu'on prononce à voix basse dans les foyers de la diaspora, non par crainte, mais par respect. Aly Baba Faye et Tamsir Ousmane Ba appartiennent à cette catégorie d'hommes que l'on cite en exemple aux plus jeunes, ceux qu'on invoque quand on veut rappeler ce que « servir sa communauté » veut vraiment dire.

Aly Baba Faye, le sociologue qui a ouvert les portes de l'État

Né à Rufisque, Aly Baba Faye pose ses valises en Italie en 1984, jeune étudiant venu pour ses études de sociologie. Il ne se doutait probablement pas qu'il allait devenir, quarante ans durant, l'une des chevilles ouvrières de l'intégration sénégalaise et africaine dans un pays qui découvrirait tout juste son visage multiculturel.

Dans les années 80 et 90, quand l'Italie voit naître son mouvement antiraciste, Aly Baba est de ceux qui montent en première ligne. Il compte parmi les organisateurs de la toute première manifestation nationale contre le racisme, en 1989. La même décennie, il pose la première pierre de la Coordination des Associations Sénégalaises en Italie (CASI), dont il devient le premier secrétaire général la matrice à partir de laquelle tant d'autres structures communautaires verront le jour.

Mais Aly Baba ne s'arrête pas aux frontières associatives. Il entre à la CGIL, l'un des plus grands syndicats du pays, où il devient l'un des tout premiers Africains à intégrer une administration syndicale italienne de cette envergure, en charge des politiques migratoires et de la défense des travailleurs immigrés. Il œuvre à la reconnaissance du culte musulman par l'État italien et figure parmi les tout premiers « ministres du culte »



officiellement reconnus. En 2013, c'est au cœur même du ministère de l'Intérieur qu'on vient le chercher : nommé conseiller du secrétaire d'État Domenico Manzione, il y restera jusqu'en 2018, portant la voix des migrants jusque dans les couloirs du pouvoir.

Récompensé du Prix Méditerranée pour la Paix et la Solidarité entre les peuples en 2003, chargé de cours dans plusieurs masters universitaires, poète à ses heures, marié à une Italienne, Aly Baba Faye incarnait ce dialogue interculturel qu'il n'a cessé de défendre. Il s'est éteint le samedi 7 septembre 2024, à l'âge de 63 ans, laissant une communauté orpheline de l'un de ses plus fidèles artisans.

Tamsir Ousmane Ba, la fidélité au terrain

Si Aly Baba Faye a gravi les échelons institutionnels, Tamsir Ousmane Ba, lui, a choisi de rester au plus près des siens, dans le Nord de l'Italie, où il s'est imposé comme un défenseur infatigable des droits des migrants sénégalais. Membre fondateur de la Fédération des Associations Sénégalaises du Nord de l'Italie (FASNI), il a consacré son engagement à l'intégration et au bien-être quotidien de la diaspora, loin des projecteurs mais jamais loin des besoins réels de sa communauté.

Il s'est éteint en septembre 2023. L'émotion de son départ a été telle que la communauté sénégalaise d'Italie a

choisi, l'année suivante, de l'ériger en parrain posthume aux côtés d'Idriss Saneh, figure de la télévision italienne de la cérémonie des Meilleurs Sénégalais d'Italie organisée par Bakku Talenti. Un hommage rare, réservé à ceux dont l'empreinte dépasse une vie.

Deux visages d'un même engagement

L'un négociait dans les ministères, l'autre tenait bon dans les assemblées associatives d'un quartier ou d'une ville de province. L'un portait la voix des Sénégalais jusqu'au sommet de l'État, l'autre veillait à ce qu'aucun compatriote ne se sente seul face aux épreuves de l'exil. Deux méthodes, un même sacerdoce : celui de ne jamais oublier d'où l'on vient, même quand on a choisi d'y rester loin.

Aujourd'hui, la diaspora sénégalaise d'Italie et bien au-delà pleure deux de ses bâtisseurs. Mais elle leur doit aussi, et peut-être surtout, de continuer. Les portes qu'Aly Baba Faye a ouvertes doivent rester ouvertes. Le travail de terrain que Tamsir Ousmane Ba a mené doit trouver des mains pour le poursuivre. C'est ainsi, et ainsi seulement, que l'hommage devient héritage.

Que la terre leur soit légère, et que leur mémoire continue d'éclairer ceux qui, comme eux, ont choisi de porter le Sénégal partout où ils posent le pied.

Malick sakho

**AFRICA
BENNO**

PRESENTE

BAOBABS
• AWARDS •

Édition 2026

**CÉLÉBRONS
L'EXCELLENCE**

**SAMEDI
03 OCT.
2026**

TRÉLAZÉ, ANGERS
ANCIENNES ÉCURIES DES ARDOISIÈRES
FRANCE

**Orange Money**

EUROPE / FRANCE
+33 6 58 50 41 45

AFRIQUE / SÉNÉGAL
+221 77 432 60 76

**africabenno@gmail.com**

 **BILLETTS DISPONIBLES SUR** **WWW.BAOBABAWARDS.COM**   

**UNIVERS
DIASPORA**
Faire de nos rêves une réalité

**arenalibre**
TRÉLAZÉ
VILLE événement

**VILLE DE
Trélazé**

**UNIVERS INFO**
PRODUCTION AUDIOVISUELLE

**DL TV**
DAKAR LIVE

**Zit-bi**

**FD TV**

**Gfm**

**LEADER
221**

Entretien avec M. Youssouf Camara, directeur général de La Maison de l'Afrique

“LA DIASPORA N'EST PAS UN COFFRE-FORT OUVERT À TOUTE DEMANDE.”

Depuis 52 ans, La Maison de l'Afrique (LMDA) œuvre au rapprochement entre le continent africain, sa diaspora et ses partenaires à travers le monde. Espace de dialogue, de coopération et de promotion des initiatives africaines, elle accompagne les dynamiques économiques, culturelles et institutionnelles qui participent au rayonnement de l'Afrique.

À une époque où les diasporas africaines occupent une place de plus en plus importante dans les enjeux de développement, d'investissement et de transfert de compétences, La Maison de l'Afrique apparaît comme un acteur incontournable dans la construction de passerelles durables entre les peuples et les territoires. Pour mieux comprendre son action, ses ambitions et sa vision de l'avenir, nous avons rencontré son directeur général qui revient dans cet entretien, sur le rôle de l'institution, les attentes vis-à-vis de la diaspora africaine et les perspectives qui se dessinent pour les années à venir.

Entretien :



Pour commencer, pouvez-vous nous rappeler l'histoire de La Maison de l'Afrique et les valeurs qui ont guidé sa création ?

La Maison de l'Afrique naît en 1974, à l'initiative de trois chefs d'État : Léopold Sédar Senghor, Félix Houphouët-Boigny et Georges Pompidou, dans la continuité des travaux menés en 1972 par les chefs d'État africains. Sa mission est de doter l'Afrique d'un outil de promotion de ses économies, de ses arts et de ses cultures, à partir de Paris.

Cinquante ans plus tard, elle reste vraisemblablement la dernière entreprise privée et panafricaine dans son actionnariat à être encore active. Elle fait partie de la génération des entreprises à ambition panafricaine, comme Air Afrique. Son capital appartient toujours aux 11 pays fondateurs, réunis autour d'un conseil de présidents de chambres de commerce et d'un directeur général.

Cette fidélité au projet collectif, couplée à son modèle économique et à une rigueur dans la gestion opérationnelle, explique sa longévité. L'actuel président du conseil d'administration est le président de la CCI Côte d'Ivoire, monsieur Faman TOURÉ.

Plus de cinquante ans après sa fondation, quelle est aujourd'hui sa mission principale et en quoi demeure-t-elle pertinente dans le contexte actuel ?

Cette mission qui, je le rappelle, est la promotion de l'excellence africaine à partir de Paris, reste pertinente parce que l'Afrique demeure méconnue, parfois redoutée, souvent réduite à des préjugés qui interdisent la coopération d'égal à égal à laquelle elle a droit. Ces préjugés circulent dans les deux sens, vers et depuis le continent et freinent une création de valeur qui devrait profiter au plus grand nombre.

Le secteur associatif et les initiatives individuelles sur et hors du continent africain font beaucoup, mais pour un continent de 54 pays et bientôt deux milliards d'habitants, cela reste mineur si les vrais leviers économiques, sociaux et politiques nationaux ne sont pas actionnés avec la même énergie et la bonne rigueur morale dans la gestion des affaires.

Quelles sont les principales actions et activités que mène actuellement La Maison de l'Afrique en faveur du continent et de sa diaspora ?

Nos actions se répartissent en deux catégories, celles que nous portons et celles que nous soutenons. Par exemple, nous préparons actuellement Brands Licensing Africa (BLA) www.brandslicensingafrica.com, dont la deuxième édition se tiendra les 15 et 16 octobre 2026 à Abidjan, avec la CCI de Côte d'Ivoire comme organisateur et le Bénin comme pays à l'honneur. L'ambition est de poursuivre les actions d'accompagnement des marques africaines, pour accéder au marché mondial du branding et du licensing, qui soutient le modèle économique de LMDA depuis cinq décennies. Dans un cadre plus large, l'objectif du protocole appelé Brands Africa, en cours de test au Bénin, est d'établir dans les CCI africaines, un environnement d'accompagnement à l'identification, la protection et la promotion des marques africaines.

“La promotion de l'excellence africaine à partir de Paris.”

Nous défendons aussi une conviction simple, structurer un projet avant de le financer ; une idée n'étant pas un projet. Cela paraît simple à dire, mais l'expérience de ces dernières années nous montre la fragilité des projets portés pour et en Afrique, à cause de la faiblesse de la structuration du projet, par manque de culture économique du plus grand nombre de porteurs de projets. Ainsi, notre initiative HORIZON+ (visible sur le site web de LMDA) met en relation des projets à impact positif en Afrique avec un fonds doté d'environ 1,9 milliard de dollars. Après un lancement en juin 2026, nous en sommes à près de 1,5 milliard en instruction pour le bénéfice d'une trentaine d'entreprises à la mi-août 2026.

Parmi les nombreuses initiatives por-

tées par votre institution, quelles sont celles qui ont eu le plus d'impact au cours de ces dernières années ?

Pour avoir de l'impact, il faut au préalable être rentable et crédible. À la sortie de la crise du Covid-19, la priorité a été de restaurer la rentabilité de l'entreprise avant de revenir à sa raison d'être. Une fois cela fait, ce qui fonctionne, c'est le lien entre les diasporas en France, les missions économiques en Afrique et l'accompagnement des porteurs de projets. Néanmoins cet équilibre reste fragile, car beaucoup de nos interlocuteurs veulent le financement de ce qu'ils ont en idée, sans accepter la coopération, ni comprendre ce qu'est une société anonyme de promotion économique, artistique et culturelle, avec l'illusion que LMDA est adossée à des fonds « inépuisables », venant de fonds étatiques communautaires africains.

Ajoutez à cela le nombre incalculable de « think tanks » qui réfléchissent sur le développement de l'Afrique, contre le peu de cercles ou collectifs qui y engagent leur temps et leur argent, pour poser des actes efficaces, vous arrivez à de grandes idées et de petites réalisations mesurables sur le terrain, dans les territoires du continent africain. À LMDA, nous préférons le dialogue des expériences, qui aboutit à l'action concrète, plutôt que les débats, qui ne font que confronter des opinions, depuis trop longtemps sur ce qu'il faudrait faire pour « sauver » l'Afrique, du mal de sa gouvernance pourtant connue et documentée depuis des décennies. Le passé ne nous intéresse pas, nous sommes au présent, dans une accélération mondiale qui va distribuer les cartes. Je n'ai aucun doute sur la capacité des économies africaines à prendre une grande place, malgré le défi unique et énorme que constituent leurs maux de favoritisme, de corruption, etc. Nous savons que le plus difficile est de changer les mentalités, mais je suis optimiste, car les compétences en Afrique et dans ses diasporas ont dépassé la taille critique pour ce faire.

Pour impacter positivement, nous agissons aux côtés d'initiatives dont la vision de résultats est concrètement mesurable, sur un temps long. Il n'y a rien à inventer en matière de développement social et économique, me semble-t-il. Pour bâtir un grand ensemble économique quel qu'il soit, il faut une vision, un plan stratégique agile, une gouvernance robuste et une discipline de mise en œuvre efficace. C'est faire tout cela qui est le plus exigeant.

Suite de la page 29

Comment évaluez-vous aujourd'hui la contribution de la diaspora africaine au développement économique, social et culturel du continent ?

Ce qui vient à l'esprit le plus souvent concernant l'apport des diasporas africaines à leurs pays d'origine, ce sont les transferts financiers vers le continent, avec le record de plus de 100 milliards de dollars US chaque année. De mon point de vue, ce n'est pas un indicateur dont nous devrions être fiers, mais un indicateur d'échec des politiques de développement menées depuis plus de cinquante ans vers et sur le continent africain. Des personnes parties dans des conditions difficiles et accueillies avec hostilité là où elles vivent, doivent en plus financer leurs proches restés sur les terres les plus riches du globe. Cela ressemble à une illusion entretenue, dont l'une des plus graves conséquences est le flux migratoire massif et malheureux d'Africains vers le reste du monde (Afrique du Nord, Moyen-Orient, Europe, Amériques, Asie, etc.) depuis trop longtemps maintenant. Je n'entends jamais parler de ce qui pourrait être fait pour les diasporas de la part des pays qu'elles ont quittés. Mais surtout quelles conditions créer, afin qu'elles apportent le savoir-faire de l'immense richesse qu'elles participent à créer dans les pays qui les accueillent parfois avec hostilité. Je m'étonne que des États réclament une part de cette manne financière, alors que des filières économiques entières attendent structuration et sécurité juridique pour voir les capitaux productifs y investir. Traitées comme des investisseurs plutôt que comme des guichets ouverts d'aide, les diasporas placeraient bien plus que ces 100 milliards de dollars dans des activités rentables. Encore plus, tous les analystes aguerris savent que gérées avec dignité, les ressources économiques des pays africains peuvent faire de ce continent, en moins de 20 ans, la première économie du monde. Mais le changement nécessaire à cela, qui est la condition ayant fait la richesse de toutes les nations fortes au monde, demande une révolution qui est en cours d'intégration en Afrique : celle des mentalités. Qu'est-ce qui permet la modernité, le progrès, la croissance économique pour le plus grand nombre depuis Adam Smith, Karl Marx, Mao ? Ou dit autrement, quelles sont les causes de la richesse des nations ? Ce sont les mentalités et les comportements.

Pour ma part, je vis en France depuis 40 ans. Bien sûr la Révolution française et les valeurs de cette république ont un sens profond pour moi, mais regarder les États-Unis du long de leurs 250 années d'indépendance est frappant sur ce que les mentalités, la détermination et des institutions fortes peuvent produire, même lorsque vous héritez d'un dirigeant politique imprévisible. Je trouve beaucoup de choses dans les propos de Benjamin Franklin (un des rédacteurs de la Constitution de la création de la première économie mondiale), lui-même faisant partie de la diaspora américaine



en France dans les années 1780, lorsqu'il écrivait qu'il aimait les Français sans se sentir chez lui et voulait mourir dans son pays. Cette phrase de la fin du XVIIIe siècle dit ce que portent tant de diasporas africaines aujourd'hui : personne ne quitte les siens par plaisir. Il n'y a rien à réinventer. Mettez en place un vaste plan d'instruction et d'éducation vertueux en Afrique (car à la dimension des pays morcelés à la conférence de Berlin, cela n'a aucun sens) pendant 10 ans, je suis persuadé que vous y ferez émerger les premières puissances économiques et sociales mondiales. L'Afrique sert au développement du monde entier depuis 5 siècles, sauf le sien, uniquement par manque de projet pour ses populations. La nation arc-en-ciel de Nelson Mandela m'inspire beaucoup, mais au niveau continental, lorsque je lis sa citation : « l'éducation est l'arme la plus puissante que l'on puisse utiliser pour changer le monde », j' imagine une part significative des budgets d'armement des pays africains investis dans l'éducation pendant 10 ans, dans un environnement apaisé. Oui, je sais, c'est utopique, mais il n'est pas interdit de rêver.

“L'Afrique sert au développement du monde entier depuis 5 siècles.”

Pour en revenir à votre question sur l'impact des diasporas, tout le monde sait que sans les diasporas africaines, des pans entiers de l'agriculture, du bâtiment, de la santé ou de l'aide à domicile dans les pays riches s'effondreraient. Un projet politique africain aura réussi le jour où plus personne ne préférera livrer des repas à vélo ou désosser à l'abattoir toute la journée, loin des siens, plutôt que travailler dans son pays. Ce jour viendra si

la gouvernance de nos États change réellement. L'argent seul ou la richesse du sous-sol n'ont jamais suffi à développer un pays.

Selon vous, les compétences, les réseaux et l'expertise des Africains de l'étranger sont-ils suffisamment valorisés par les pays africains ?

Non, cette expertise n'est pas assez valorisée, mais la question est mal posée selon moi. Le vrai sujet, c'est ce que chaque pays africain propose comme projet à ses populations, sur place ou à l'étranger. Il faut aussi arrêter le storytelling qui présente la diaspora comme l'unique voie de réussite. Tous ne roulent pas en carrosse, c'est même plutôt le contraire. Africains du continent et de la diaspora n'attendent que de servir un grand projet de développement et non « tenir la chandelle » à une minorité, fût-elle remplacée parfois par une autre dans son enrichissement avec le même système en place, qui lui ne change pas depuis très longtemps. On l'appelle fuite des cerveaux, fuite des forces de travail ou migration. Il faut arrêter ce flux macabre qui prolonge l'exploitation de la première ressource d'un pays : sa population. Il me semble que le temps de procéder à ce changement profond dans la gestion des sociétés africaines est arrivé. Il revient à chacun d'exiger l'éclosion d'institutions fortes, afin que la misère ne fasse pas émigrer les milliers de cerveaux et de travailleurs, pour voir se révéler sur le continent des Lamine Yamal, des Aya Nakamura, des Cheick Modibo Diarra, des Yasmina Benkhoui, ou des grands professeurs, médecins, chercheurs, chefs d'entreprises, artisans, ouvriers, etc.

Qu'attendez-vous concrètement de la diaspora africaine pour accompagner davantage les transformations en cours sur le continent ?

Je fais moi-même partie de la génération des diasporas africaines partie au milieu

des années 80 pour étudier puis travailler hors d'Afrique. Je crois qu'aujourd'hui il faut plus que jamais croire en l'Afrique, s'y investir et y investir son argent. Mais je rêve surtout que les Africains cessent de partir. Chaque départ prive un pays de sa plus grande richesse. Le vrai gâchis, c'est que les sociétés qu'ils quittent n'arrivent pas à faire une place à tous leurs enfants. Je n'ai pas à avoir d'attente. En revanche, je peux suggérer que chacun de là où il est, torde le cou aux habitudes tenaces qui freinent le développement de l'Afrique, avec en tête la corruption, le clientélisme et le manque de remise en question de ses propres habitudes. Faire ce que nous avons le pouvoir d'accomplir peut être un bon commencement : servir, plutôt que se servir de son pouvoir, quel qu'il soit, ou s'en servir pour se faire servir. Peut-être devrions-nous aussi nous unir pour entreprendre en Afrique depuis l'étranger, plutôt que de nous combattre pour des miettes d'un gâteau gigantesque : celui des plus grandes réserves mondiales de richesses de toutes sortes.

Quels sont les principaux obstacles qui freinent encore une collaboration plus forte entre l'Afrique et sa diaspora ?

L'obstacle majeur, à mon avis, est le déficit de confiance et il touche les deux parties. Vivre ailleurs change les priorités, les envies, les mentalités et ce décalage est réel ; il faut le reconnaître pour reconstruire la confiance. La diaspora n'est pas un coffre-fort ouvert à toute demande et l'Afrique n'attend personne pour avancer comme elle le peut ou le voudra. Un peu plus d'éthique et de respect des engagements dans la coopération feraient aller jusqu'au bout un nombre très important de projets à impact positif. Et puis il y a la croyance que les diasporas africaines sont des concurrents à des postes à responsabilités sur le continent. Il faut tordre le cou à cette idée fausse. Les diasporas qui se

sont réalisées et ont bâti une vie digne à l'étranger avec des familles installées, n'ont en majorité aucune envie de troquer cela pour un poste fût-il « honorable » au pays. Elles aspirent à contribuer par leur savoir, leurs actifs et leurs compétences. J'ai maintes fois été confronté à cela lors de mes échanges avec de nombreux professionnels juniors ou seniors des diasporas africaines, ayant exercé à de très hauts niveaux dans absolument tous les domaines (enseignement, médical, technique, agriculture, ingénierie, etc.) à l'étranger (en Europe, aux USA et en Asie).

Comment La Maison de l'Afrique contribue-t-elle à renforcer les liens entre les investisseurs, les institutions et les acteurs de la diaspora ?

En créant des occasions de rencontre, en accompagnant les porteurs de projets, en clarifiant ce qui relie plutôt que ce qui divise et en écartant fermement ceux qui adoptent une posture de prédateur. Avec une grande vigilance à l'utilisation du temps. L'Afrique perd trop de temps en disant qu'elle en a, alors que c'est l'Occident qui a la montre. C'est une contre-vérité. Le temps est précieux et l'Afrique le gaspille, individuellement et collectivement, face au monde des superpuissances qui vont très, très vite. Je crains que l'écart ne soit préjudiciable aux Africains, si le XXI^e siècle se poursuit dans cette nonchalance et ces alternances de pouvoirs, qui font le plus souvent revenir 20, voire 30 ans en arrière, certains pays africains.

Quels secteurs d'activité vous semblent aujourd'hui les plus porteurs pour les Africains de la diaspora qui souhaitent investir ou entreprendre en Afrique ?

Tous les secteurs sont porteurs, tant il y a à faire. À mon humble avis, ce qui varie, c'est l'accessibilité, selon que les règles locales ressemblent ou non à celles du pays d'accueil de l'investisseur de la diaspora. La propriété foncière ou les activités à trésorerie quotidienne sont plus risquées que les filières à rentabilité longue et pilotables à distance. Par exemple, une exploitation de teck se gère mieux de loin qu'une exploitation maraîchère. Imaginez un secteur comme l'accès à la propriété foncière, clarifiée et protégée juridiquement. En moins d'une décennie, le problème de logement serait réglé dans les capitales et les villes de taille moyenne, évitant la concentration de la richesse dans les capitales africaines de moins en moins humaines en raison de la taille de la population qui s'y concentre. Beaucoup d'économies dans le monde ont validé que lorsque le bâtiment va bien, toute l'économie va bien.

Il faut donc privilégier un secteur que l'on maîtrise plutôt qu'un secteur prétendu « juteux », où vous seriez à la merci de compétences locales.

Quelle place la jeunesse africaine et afrodescendante occupe-t-elle dans votre vision de l'avenir ?

Elle devrait occuper toute la place dès aujourd'hui, aux côtés des seniors qui doivent organiser la transmission dans absolument tous les domaines. Les discours africains sur la création de richesse restent ceux d'il y a 50 ans avec la transformation de matières premières agricoles ou autres minerais qui sont des innovations de siècles révolus, avec une fabrication de produits finis parfois très peu consommés sur le continent africain. Les leaders de ces industries ont tellement d'avance, qu'il me semble vain de miser toute une stratégie industrielle sur ces transformations. La Chine, moquée dans les années soixante-dix, dirige aujourd'hui les industries du XXI^e siècle, en poursuivant gouvernement après gouvernement, un plan industriel clair qu'il serait long de résumer ici et qui s'accélère aujourd'hui avec les industries émergentes comme l'IA ou la voiture électrique. Citons seulement le domaine du spatial commercial, avec des technologies de pointe dans lequel une start-up chinoise vient de rejoindre le cercle fermé des lanceurs de fusées spatiales récupérables sur terre, là où le projet spatial africain existe comme structure en attendant d'avoir les moyens et la mission de produire des résultats. L'Afrique doit d'abord se nourrir et s'électrifier, c'est la priorité, certes, mais tout de suite après elle doit mettre en dynamique sa plus grande richesse, qui n'est pas ses matières premières, mais sa population. Selon moi, il suffirait qu'un tiers de la population africaine soit instruit et formé pour que le continent affirme son leadership social et économique. Mieux, l'Afrique est le seul continent capable de travailler à l'émergence d'une nouvelle voie de développement vertueux de nations prospères dans la solidarité et le respect du vivant. Le défi est à la fois grand et accessible uniquement à ce continent avec ses 80 % de jeunes, à la seule condition d'arrêter immédiatement les divisions vaines entretenues de l'intérieur et de l'extérieur du continent.

“L'Afrique, avec sa jeunesse, tient entre ses mains de quoi changer son destin.”

Les entreprises aux plus grandes capitalisations influencent la gouvernance mondiale. Seule la kakistocratie empêche qu'elles soient africaines au regard du potentiel humain, sans besoin de réarmement démographique ni d'importation de matériaux quelconques. Il est urgent de partager les responsabilités avec la jeunesse africaine en Afrique, mais surtout d'organiser l'alternance des compétences à tous les niveaux des organisations. Il n'est pas possible de gérer des activités quelles qu'elles soient, dans la compétition mondiale actuelle, en étant pendant des années et des années l'unique homme providentiel, avec ses proches tout aussi providentiels. Le monde est trop complexe, incertain et

change trop vite pour ça.

Dans un monde en pleine mutation, quels sont selon vous les principaux défis que l'Afrique devra relever au cours des prochaines années ?

Très simple : instruire et éduquer sa population, puis laisser les meilleurs accéder aux postes de responsabilité et d'exécution, dans les sphères civile, économique, politique, culturelle et artistique. Les grandes nations ont démarré leur progrès par l'instruction de masse. L'urgence est à l'entrée massive des jeunes dans toutes les institutions des pays africains. Il y a des moyens très simples pour leur faire de la place, il faut seulement que ceux qui en ont le pouvoir en aient le souhait. Brisons collectivement les rêves trop majoritaires de prendre la mer, quitte à risquer leur vie, pourvu qu'ils partent de chez eux, où ils ne voient pas de place à prendre. Je n'invente rien, c'est l'histoire de toutes les nations devenues grandes par la mobilisation des populations locales et immigrées. Simplement pour l'Afrique, je le vois au niveau continental en gommant des frontières trop étroites pour permettre une compétition équitable entre les pays africains et leurs homologues mondiaux.

Quelles sont les grandes priorités de La Maison de l'Afrique pour les années à venir ?

Travailler à la rentabilité à court terme et à la pérennité de l'entreprise pour lui permettre de célébrer ses 100 ans, en 2074. Il faut ensuite veiller à rester fidèle à sa raison d'être et à l'actualiser régulièrement. En termes de projets majeurs, faire de BLA un accès réel au marché du branding et du licensing, pour des milliers d'activités africaines. Fédérer autour de LMDA en France, les meilleures volontés des diasporas africaines, avec des résultats mesurables. Le dirigeant d'aujourd'hui est là pour servir le futur de l'entité qu'il dirige.

Comment imaginez-vous les relations entre l'Afrique et sa diaspora à l'horizon 2035 ?

rizon 2035 ?

Votre question ouvre dans mon esprit un champ de possibilités tellement grand à 10 ans pour les parties prenantes que vous citez, que je ne peux voir autre chose qu'une relation apaisée, par l'acceptation que des personnes devenues différentes, parce qu'elles ne vivent plus les mêmes choses, peuvent progresser ensemble sans chercher uniquement le profit de l'un ou de l'autre.

Pour conclure, quel message souhaitez-vous adresser aux millions d'Africains et d'Afro-descendants vivant à travers le monde ?

Prenez votre place en Afrique, d'une manière ou d'une autre, même si vous y êtes combattus, car c'est le continent du XXI^e siècle. Tous les continents et tous les pays sont à un carrefour historique et beaucoup sont plombés par le poids de l'exigence de l'histoire de leurs populations. L'Afrique, avec sa jeunesse, tient entre ses mains de quoi changer son destin. Il existe partout en Afrique des femmes et des hommes qui partagent vos valeurs et qui attendent des partenaires plutôt que des sauveurs. L'avenir ne se construira ni dans l'envie, ni dans la méfiance, mais dans l'alliance des compétences, des capitaux et des expériences. Ce continent possède des ressources humaines, naturelles et culturelles exceptionnelles. Son véritable défi n'est plus de démontrer son potentiel, mais de créer les conditions pour qu'il puisse pleinement s'exprimer. Cela suppose un changement profond des mentalités, de la gouvernance et de la manière de faire des affaires. Ce changement n'est pas facile, mais totalement possible désormais.

De là où vous êtes, faites triompher le mérite sur les relations interpersonnelles, faites prévaloir l'intérêt général sur les intérêts particuliers, alors vous participerez à votre niveau à l'émergence de l'Afrique, principal moteur de croissance responsable du monde pour les générations d'aujourd'hui et du futur.

Entretien : Malick Sakho

la MAISON de l'AFRIQUE since 1974

Scannez pour vous inscrire

Soirée de Gala
de la MAISON de l'AFRIQUE

Vendredi 4 décembre 2026

**Les Salons de l'Hôtel des Arts et Métiers
9bis Avenue d'Iéna, 75016 Paris**

Informations : info@lamaisondelafrique.com



KEUR YAYE FATOU IMMO
L'IMMOBILIER AU SERVICE
DE VOTRE AVENIR

AGENCE IMMOBILIÈRE

KEUR YAYE FATOU IMMO

VOTRE PARTENAIRE DE CONFIANCE
POUR TOUS VOS PROJETS IMMOBILIERS

*Investir
aujourd'hui
pour un meilleur
demain !*

**CONFIANCE
EXPERTISE
ACCOMPAGNEMENT**



Scannez-moi



**ACHAT
VENTE**

Des offres fiables
et sécurisées



CONSTRUCTION

Réalisation de vos
projets sur mesure



GÉRANCE

Gestion locative
professionnelle

*Découvrez
notre site web !*



www.keuryayefatouimmo.com

VOS PROJETS IMMOBILIERS À PORTÉE DE CLIC



CONTACTS

33 867 89 07 / 78 440 49 02 / 78 436 10 46



UN HABITAT
DURABLE



UNE ÉQUIPE
À VOTRE ÉCOUTE



UN AVENIR
À BÂTIR ENSEMBLE